

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Ni libéralisme, ni protectionnisme : il faut aller au socialisme !



n° 21 janvier - février 2017 1 euro

La bourgeoisie française et les partis à son service sont déstabilisés

Contre la trahison et la lâcheté du gouvernement, il n'y a qu'un moyen : la révolution. (Friedrich Engels, 28 mars 1849)

Rien ne se passe comme prévu lors des dernières consultations électorales : élection présidentielle en Autriche, référendum en Grande-Bretagne, élection présidentielle aux États-Unis… Donc, des postulants à la présidentielle française donnés perdants d'avance se prennent à espérer (Macron, Le Pen). Le PCF a été forcé de se rallier à un personnage qui s'est présenté en dehors de tout parti (Mélenchon). Chez les partis qui alternent depuis 30 ans à la présidence, ont été balayés les anciens présidents (Hollande, Sarkozy) ou les candidats à la candidature donnés comme vainqueurs (Juppé, Valls). Même à EELV, l'ancienne ministre Duflot, jouée gagnante, a été supplantée par Jadot.

La montée mondiale du protectionnisme et de la xénophobie, les rebondissements de la scène politique française reflètent des changements de rapports de forces entre les principales bourgeoisies du monde, de brutaux changements d'orientation de celles-ci et l'impuissance du mouvement ouvrier dont les partis et les syndicats ont dégénéré à un point inédit.

Hollande contraint de renoncer

Le bilan du quinquennat du président François Hollande, le candidat en 2012 d'un parti issu de la classe ouvrière, élu grâce aux voix des travailleurs, le bilan des gouvernements PS-EELV-PRG et PS-PRG-FD-PE sont défavorables à la classe ouvrière : restriction des libertés, multiplication des interventions militaires, hausse des profits, augmentation du chômage, étranglement des hôpitaux publics…

Tous ses prédécesseurs à la tête de la 5e République ont tenté et parfois réussi à obtenir un second mandat. Mais Hollande, à trop servir les capitalistes depuis 5 ans (16 milliards d'euros de cadeaux aux patrons, flexibilité accrue de l'emploi, du temps de travail et du salaire), est totalement discrédité auprès des travailleurs.

En renonçant à se présenter à l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai, Hollande a donné au PS sa seule chance de ne pas être entraîné dans sa chute politique.

Le chouchou de Hollande, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a quitté le navire qui sombrait pour poser, en août, sa candidature hors du PS. Il s'est lancé avec l'appui de dirigeants du PS, de hauts fonctionnaires et de capitalistes sur un programme bourgeois (privatiser l'hôpital public, rendre autonomes les établissements scolaires, recruter 10 000 policiers et militaires d'ici 3 ans, exonérer de charges les patrons…). En avril 2016, Macron fonde un parti (En marche !). En mai, il commémore Jeanne d'Arc aux côtés du maire LR d'Orléans. En août, il s'affiche avec de Villiers, le fondateur du MplF.

Le bras droit de Hollande, le Premier ministre Manuel Valls, a poussé le président vers la sortie en décembre pour tenter sa chance dans le cadre du PS. Lors de l'élection primaire « de la gauche » (sans EELV, le PdG, le PCF), Valls était confronté à d'autres caciques du PS qui avaient tous appartenu aux gouvernements bourgeois façonnés par Hollande : Hamon, Montebourg, Peillon. Le 29 janvier, les membres et électeurs du PS ont écarté le candidat donné à l'origine favori, Valls, qui était le plus associé au quinquennat.

Pour autant, la victoire n'est pas assurée pour le candidat du principal parti bourgeois, Fillon, l'ancien Premier ministre de Sarkozy, qui avait triomphé aux primaires « de la droite » (sans le Modem, DlF, le FN) au détriment de celui qui était donné favori, Juppé, l'ancien Premier ministre de Chirac. Le Père la Vertu est pris la main dans le sac de fric.

Le suffrage universel oblige les candidats des partis bourgeois à bien des contorsions électorales alors que la classe dominante doit gérer une situation inédite, avec l'affirmation grandissante de la bourgeoisie allemande sur la scène européenne et mondiale, un début de dislo-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, portugais, turc : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Site de RP / Pérou : **luchamarxista.blogspot.fr**

cation de l'Union européenne et le tournant inattendu de l'État américain.

L'armée française en guerre

Un trait commun aux deux candidats sociaux-impérialistes (Hamon et Mélenchon), avec leurs trémolos sur « la France », est de taire que la classe capitaliste de ce pays participe à l'exploitation non seulement de son propre prolétariat (dont une fraction n'est pas de nationalité française) mais du prolétariat de toute l'Europe et du monde entier par ses groupes transnationaux. Ils s'alignent sur les candidats de formations bourgeoises (Macron, Fillon, Dupont-Aignan, Le Pen) pour préserver les privilèges de l'État français qui, en s'appuyant sur sa diplomatie, ses services secrets et son armée, interfère par toutes sortes de manières anti-démocratiques dans la vie des pays dominés.

Il n'y a aucune base militaire étrangère sur le sol de la France, mais son armée dispose de quatre bases militaires à l'étranger, d'un porte-avions et de vingt sous-marins nucléaires. Actuellement, cette armée est en guerre au Mali, au Niger, au Burkina-Faso, en Irak, en Syrie et de manière camouflée en Libye. Ces opérations nourrissent l'islamisme, y compris en France.

Le président français a participé au 27e sommet Afrique-France, les 14 et 15 janvier, à Bamako (Mali). Fin novembre, des soldats français de la force Barkhane ont tué un mineur sans armes dans le nord du Mali. La justice (française) a blanchi les soldats français accusés d'avoir échangé des rations alimentaires contre des rapports sexuels avec des mineurs dans les camps de réfugiés en Centrafrique lors de l'opération Sangaris (2013-2016). Une autre enquête portant sur des accusations de viol est en cours.

Pour ses derniers vœux présidentiels, Hollande était le 2 janvier auprès des troupes françaises en Irak : *« nous aidons les forces irakiennes par l'appui, le conseil, l'intervention ».* Les grands médias français ont montré la barbarie des bombardements russes sur Alep, mais présentent ceux de Mossoul par les armées américaine, britannique, française et canadienne sous un angle totalement différent, alors qu'ils ont forcément les mêmes effets sur la population civile. Il n'est pas certain que cette coalition impérialiste perdure.

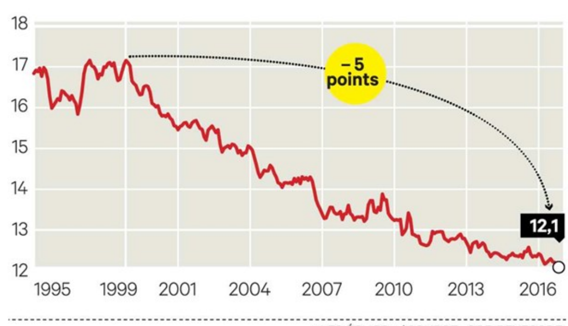
L'offensive des États-Unis contre l'UE

Trump n'a pas pour adversaire la seule Chine, il vise aussi le Japon et l'Allemagne : *« l'UE est un instrument pour l'Allemagne ».* En réponse, Hollande a rétorqué que *« l'Europe n'a pas besoin de conseils extérieurs ».* Mais Trump ne conseille pas, il attaque selon le bon vouloir de la principale puissance mondiale et suivant son principe *« L'Amérique d'abord ».* Dès son arrivée à la Maison Blanche, il a renié l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) négocié durant 8 ans par son prédécesseur et regroupant 14 pays pour contrer l'émergence impérialiste chinoise. Peu après, il a annoncé l'expulsion de millions de sans papiers et confirmé la construction d'un mur sur la frontière avec le Mexique.

Trump met aussi en cause ouvertement l'Otan centrée sur l'Atlantique comme « obsolète », car il juge, avec une fraction significative de la bourgeoisie américaine, que la concurrence économique vient de la Chine et non de la Russie. Il considère que Poutine a un pouvoir de nuisance limité. Même si l'armée russe dépasse de loin celle de l'Allemagne et de la France, elle fait pâle figure à côté du militarisme américain démesuré. Et l'économie russe, depuis l'effondrement de l'URSS et le rétablissement du capitalisme, est encore plus désindustrialisée que celle des États-Unis, alors que la Chine a réussi sa transition au capitalisme en s'industrialisant et en créant des groupes capitalistes qui s'établissent à leur tour à l'étranger.

Le nouveau président américain semble compter sur l'explosion de l'UE : *« Je crois que d'autres pays vont quitter l'Union européenne en suivant l'exemple de Londres »* (*Times*, 16 janvier). Il a reçu en priorité la Première ministre britannique May et annonce un accord avec la Grande-Bretagne *« très rapidement ».* Les xénophobes qui ont gagné le référendum ont prétendu que la sortie de l'Union européenne permettrait de retrouver la « souveraineté nationale ». Les millions de travailleurs immigrés polonais, espagnols et français se sentent à juste titre vulnérables. Mais, même pour la bourgeoisie britannique dans son ensemble, il est permis de douter qu'un accord bilatéral entre la plus grande puissance capitaliste du monde et le petit Royaume-Uni sera plus avantageux à ce dernier que les accords à 28 de l'UE.

Le Pen et Mélenchon ont applaudi le référendum pour le Brexit qui arrimera peut-être la Grande-Bretagne aux États-Unis au détriment du vieux continent. Le FN et les autres partis xénophobes européens se félicitent de l'élection de Trump qui veut affaiblir l'Europe.



La crise de l'Union européenne

L'Union européenne, à la demande de la France et aux conditions de l'Allemagne, a décidé en 1992 d'une monnaie unique pour ne plus supporter les conséquences des variations de change du dollar et pour contrôler collectivement la monnaie commune qui était en fait le mark aux mains de la seule Bundesbank. Mais l'incapacité des bourgeoisies française et allemande à unifier l'Europe a conduit à un système bancal, puisque les États adoptant l'euro gardaient l'autonomie de leur politique fiscale et qu'aucune solidarité n'était prévue en cas de difficulté d'un État membre. Une monnaie, mais pas d'armée : la plupart des participants sont membres de l'OTAN qui est dirigée par les États-Unis.

La limitation du déficit public de chaque État membre à 3 % du PIB et de sa dette publique à 60% a associé, dans l'esprit des masses, l'UE aux attaques de tous les gouvernements contre les acquis sociaux. En plus, avec la crise économique mondiale de 2008, les économies nationales les plus faibles (sud et est de l'Europe) ont plongé. La réponse des gouvernements dominants de l'UE (Allemagne, France…) a été l'étranglement et l'humiliation de la Grèce. Bien avant Trump, l'État américain a poussé à la guerre civile en Ukraine en 2013, suscitant une réaction de l'État russe qui a bloqué l'expansion de l'UE vers l'est.

La fragile idéologie européiste a perdu toute base populaire, à l'exception d'une partie de la jeunesse (ce que montre la campagne de Macron). Mais cela n'a pas profité à l'internationalisme prolétarien, faute d'internationale ouvrière et de partis ouvriers révolutionnaires. Comme aux États-Unis et au Japon, la crise capitaliste mondiale a conduit à un regain du nationalisme traditionnel propagé par les partis fascistes, xénophobes (comme celui de Le Pen), les partis bourgeois traditionnels (le candidat Fillon veut fixer des quotas d'immigration), les partis d'origine ouvrière soumis à la bourgeoisie (PS, PCF, PdG en France), les bureaucraties syndicales. Par exemple, Valls, Estrosi et Maréchal ont dit la même chose sur le « burkini ».

De chef des flics en chef du gouvernement

Avec le départ en campagne de Valls pour les primaires de « gauche », c'est l'ancien ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve qui dirige le dernier gouvernement d'Hollande et assure la continuité.

7 des 8 syndicalistes CGT de Goodyear ont été condamnés en appel le 11 janvier à des peines de plusieurs mois de prison avec sursis pour *« séquestration »* et *« violence en réunion »*. Par contre, les juges ont relaxé le gendarme responsable de l'assassinat du militant écologiste Rémi Fraisse à Sivens en 2014. Des solidaires des migrants, comme Cédric Herrou, sont poursuivis en justice. Les voyous en uniforme qui ont tabassé et violé Théo L. à Aulnay sont libres tandis que des protestataires ont été condamnés à 6 mois de prison ferme. Le gouvernement Hollande-Cazeneuve a limité le 1er janvier la hausse du Smic au minimum légal, soit de 9,67 à 9,76 euros bruts de l'heure (+ 0,93 %, 1 153 euros nets mensuels).

Uber a baissé drastiquement la rémunération de ses chauffeurs. 2 000 suppressions de postes sont a&nnoncées à Vivarte (Halle aux vêtements, André, Chevignon, etc.), 2 000 postes chez Auchan. Engie (ex-GdF-Suez) veut supprimer l'équivalent de 10 000 postes d'ici 2018, EDF 5 900 d'ici 2019. Dans d'autres groupes capitalistes (Alstom, SFR, Air France, Fnac, Auchan, Engie…) les négociations entre les « partenaires sociaux » continuent pour faire passer des suppressions d'emplois, les plans de « restructuration », l'allongement de la durée du travail. À la Fnac, le travail du dimanche est décidé après négociations. L'accord de flexibilité de Renault a été négocié par toutes les directions syndicales alors qu'en 3 ans, la direction a supprimé plus de 9 000 postes. Signé par la CFDT, FO et la CGC, il impose une heure supplémentaire par jour (dans les limites de 8 jours par mois et 50 jours dans l'année par salarié). Aucun syndicat du groupe n'a lutté pour une grève totale jusqu'au retrait de l'allongement du temps de travail.

Les bureaucrates continuent à appeler à des journées d'action au lieu de la grève générale. Dans la fonction publique, les professeurs de lycées des anciennes zones d'éducation prioritaire (ZEP) qui perdent leurs moyens supplémentaires ont fait 3 journées de grève en décembre et janvier, isolés par leurs chefs syndicaux (Snes-FSU, FO, CGT, SUD, Sgen-CFDT…) du reste de la profession. De même, les Atsem ont fait grève le 14 décembre et le 1er février, isolés des professeurs des écoles. Les directions syndicales CGT-FO-SUD de la santé appellent à une journée… le 7 mars, alors que les mouvements locaux épuisent la combativité hôpital par hôpital, service par service.

La paralysie de la classe ouvrière

Si Hollande et le PS se sont usés au gouvernement, aucune solution progressiste n'a émergé. La classe ouvrière est incapable de profiter de la division de la classe dominante et de l'impotence de sa représentation politique traditionnelle.

Début 2015, après l'attentat contre les dessinateurs d'un journal anticlérical, antiraciste et antimilitariste, *Charlie Hebdo*, le gouvernement a réalisé l'union nationale, du FN au PCF, du Medef à Solidaires. Toute l'Assemblée nationale, de Marion Maréchal aux députés Front de gauche, a entonné *La Marseillaise*. Il en est sorti la justification des expéditions néocoloniales, l'espionnage généralisé de la population, une atmosphère anti-arabe et antimusulmane, le renforcement des prérogatives des policiers, l'augmentation des effectifs des services secrets, de l'armée et de la police…

En 2016, la classe ouvrière a été vaincue, malgré quelques grèves et de multiples manifestations contre la loi El Khomri-Valls-Hollande. Des directions syndicales l'ont honteusement approuvée (CFDT, UNSA…), les autres ont empêché la grève générale avec 14 journées d'action et une « initiative citoyenne » (CGT, FO, SUD, FSU). Les chefs syndicaux n'ont pas organisé la défense des piquets ni des manifestations contre la police. Ils ont même approuvé les manifestations de policiers. Les organisations politiques issues de la classe ouvrière, de même, ont soit soutenu directement le gouvernement au service de la classe dominante (PS), soit l'ont protégé en aidant les bureaucraties syndicales, dont elles font partie (PCF, PdG, LO, NPA, POID, AL).

Le mouvement ouvrier actuel a abandonné l'expropriation du capital, l'armement du peuple et le socialisme. Certains de ses partis ont remplacé le mythe stalinien du « socialisme dans un seul pays » par le plus réactionnaire encore « capitalisme dans un seul pays ». Les partis xénophobes et fascistes européens, financés par le grand capital, tentent de duper les salariés (nationaux) en les dressant non contre leurs patrons mais contre l'étranger (immigrés, UE…).

Relever le drapeau rouge

Les principaux candidats à l'élection présidentielle ont tous comme perspective la gestion du capitalisme français. Si certains restent sur l'orientation du maintien du marché unique européen (Macron, Fillon, Hamon), d'autres comptent sur le protectionnisme pour les PME et le capitalisme français défait par ses concurrents (Dupont-Aignan, Mélenchon, Le Pen). En fait, ce sont deux façons de défendre l'impérialisme français face aux Trump, Xi, Merkel, May, Poutine…

Dans tous les cas, il s'agira de maintenir le capital, son chômage, sa misère et ses guerres qui dressent les travailleurs qui ont la nationalité française contre les autres, ceux ayant des papiers contre ceux qui n'en n'ont pas, ceux du privé contre ceux du public, les jeunes contre les vieux, les chômeurs contre ceux qui ont un boulot, les SDF contre les réfugiés.

La classe ouvrière, à l'échelle mondiale, peut et doit éradiquer le capitalisme, en finir avec l'exploitation, la concurrence, la guerre. Pour y parvenir, il faut une internationale communiste, un parti ouvrier révolutionnaire. Aucune élection ne pourra remplacer la révolution.

> *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois…* (Lénine, *L'État et la révolution,* 1917)

Ni libéralisme, ni étatisme ! Ni protectionnisme ni libre-échange ! Expropriation des groupes capitalistes ! Arrêt des licenciements, baisse du temps de travail avec embauche ! À bas la 5e République ! Pas d'indemnité d'élu/e au-dessus du salaire d'un/e travailleur/se qualifié/e ! Arrêt des interventions militaires ! Désarmement des corps de répression et licenciement de l'armée professionnelle ! Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

8 février 2017

Nathalie Arthaud, candidate communiste ?

Pour la 8e fois depuis 1974, l'organisation LO présente Nathalie Arthaud pour l'élection présidentielle du 23 avril. Le programme électoral de la *« candidate communiste »* s'appelle *Faire entendre le camp des travailleurs,* un titre bien éloigné du projet de la révolution socialiste mondiale. D'ailleurs, le contenu ne dit pas un mot de la prise du pouvoir, de la nécessité d'une révolution sociale, du pouvoir des travailleurs. En introduction, les salariés sont invités à s'opposer à certains partis.

« En votant pour moi, ils exprimeront leur rejet des politiciens du PS, de la droite et du FN, et ils affirmeront leur fierté d'être des travailleurs… » (*Faire entendre le camp des travailleurs,* 12 janvier 2017, p. 1)

La direction de LO ne souhaite pas « rejeter » les « politiciens » du PCF, soutiens du candidat chauvin Mélenchon, qui trahissent la classe ouvrière depuis 1934. En fait, LO est devenue une composante de la bureaucratie de la CGT qui trahit depuis 1914. Comme le NPA, elle a ordonné en 2016 à la classe ouvrière de suivre Martinez et Mailly qui ont empêché la grève générale et permis à la loi Hollande-Valls-El Khomri de passer.

Il ne peut y avoir de parti communiste révolutionnaire sans lutte contre les bureaucraties syndicales et contre les partis sociaux impérialistes (PS, PdG et PCF).

Comme les partis staliniens ou sociaux-démocrates, la direction de LO fait croire qu'on peut améliorer le sort de la classe ouvrière sans toucher la propriété privée, en redistribuant de l'argent.

« Comment financer toutes ces exigences, surtout dans une période de stagnation économique, demanderont les porte-voix de la grande bourgeoisie ? Eh bien, en prenant l'argent nécessaire sur les profits des entreprises, sur les dividendes distribués aux actionnaires, sur les sommes extravagantes que touchent les PDG des grandes sociétés et, au besoin, sur leur fortune, accumulée au détriment des travailleurs. » (p. 10)

Le véritable programme communiste, qui n'a jamais été caché par les marxistes, comporte les comités élus, l'armement du peuple, la destruction de l'État bourgeois, la dictature du prolétariat le socialisme mondial. Sinon, c'est un couteau sans lame.

Fillon : la rigueur d'un programme bourgeois, la douceur d'une vie de château…



« Je suis oiseau, voyez mes ailes, je suis souris, vive les rats ! »

Fillon, candidat à la primaire des partis bourgeois LR UDI et divers débris, l'avait emporté sur ses rivaux, notamment Sarkozy et Juppé, en affichant un programme encore plus réactionnaire que ceux de ses concurrents et une image de père-la-vertu drapé dans une morale de bon catholique. Plus déterminé que Juppé qu'il soupçonnait de mollesse, citant volontiers le général De Gaulle, dont les gouvernements et le parti n'étaient pas moins corrompus et sans doute encore plus proche des mafieux, comme exemple de probité pour s'opposer à Sarkozy, Fillon apparaissait dès lors comme le représentant le plus sérieux de la bourgeoisie à la prochaine élection présidentielle. Si le programme qu'il a développé reste un modèle du genre, plébiscité par le Medef, pour structurer les exigences immédiates de la bourgeoisie, on ne peut plus en dire autant du candidat Fillon, dont le sort, au moment où ces lignes sont écrites, est devenu incertain.

C'est que Fillon, en homme avisé, a su mettre à l'abri du besoin sa femme qu'il aime et ses enfants non moins, en les embauchant tour à tour comme assistants parlementaires avec un salaire mensuel brut pouvant dépasser 10 000 euros pour son épouse, pour un total d'environ 900 000 euros, et pour deux de ses enfants, quinze mois pour sa fille étudiante à 3805 euros en brut mensuel, et pour son fils, également étudiant, six mois à 4 441 euros en brut mensuel. Évidemment en contrepartie de si modestes émoluments, on ne pouvait s'attendre à trouver grande trace des travaux accomplis, et c'est ce que les enquêteurs cherchent encore aujourd'hui. Nonobstant 100 000 euros encore pour sa femme au titre d'un emploi de moins de deux ans à la *Revue des deux mondes*, appartenant à un de ses amis capitalistes, pour, semble-t-il, deux critiques de livres parues en tout et pour tout…

Tout cela étant parfaitement légal, pour autant que Fillon parvienne à prouver peu ou prou la matérialité du travail fourni, ou au moins quelques témoins arrangeants, la République bourgeoise sachant traiter confortablement les parlementaires et les ministres, à la hauteur de la servilité qu'elle leur demande au regard de ses intérêts. Rappelons qu'elle leur octroie, outre leurs indemnités de 7 142 euros en brut, une indemnité de frais de mandat de quelques 5 805 euros mensuels et une enveloppe également mensuelle d'environ 9 500 euros à l'Assemblée nationale et 7 600 euros au Sénat pour embaucher pratiquement discrétionnairement qui ils veulent comme ils le veulent. Sans parler bien sur des divers droits pour la retraite et avantages en nature que touche et touchera (sauf révolution sociale) un ancien Premier ministre. On est bien loin de la revendication du programme communiste qu'un représentant élu du peuple touche le salaire d'un ouvrier qualifié ! Il s'agit donc, dans la République bourgeoise que tous chérissent, d'une pratique courante. Mais pour la crédibilité du candidat Fillon, même si c'est courant et même si c'est légal, c'est gênant. En effet, voici ce que nous dit Fillon dans son programme, qu'il organise autour de plus de 600 propositions :

> *L'effort collectif à accomplir est de très grande ampleur, la situation actuelle l'impose… il est indispensable de faire d'abord redémarrer l'économie… par une baisse rapide et massive des charges pesant sur la compétitivité de nos entreprises… simultanément engager un effort majeur pour ramener notre dépense publique à un niveau raisonnable…*

On comprend d'autant mieux que Fillon montre l'exemple depuis longtemps.

Le programme de Fillon : feu sur la classe ouvrière et la jeunesse !

Le programme de Fillon se présente volontiers comme une rupture avec les politiques précédentes, mais en réalité il prend souvent appui sur toutes les mesures prises par Hollande et ses gouvernements, qu'il juge naturellement insuffisantes, pour les amplifier, tout en déclenchant une série d'offensives lourdes contre la classe ouvrière et la jeunesse. Le fil directeur est aussi simple que brutal : tout pour les patrons, haro sur les fonctionnaires et les dépenses publiques, feu sur les salariés, les jeunes en apprentissage et vive les patrons dans les écoles et les universités.

Les entreprises d'abord avec la baisse massive des « charges », c'est-à-dire des cotisations sociales patronales pour 40 milliards d'euros, la réduction de l'impôt sur les sociétés et diverses taxes pour 10 milliards d'euros, le tout financé par une hausse de deux points de la TVA, donc payée pour l'essentiel par les salariés. L'ISF serait quant à lui supprimé, pour ne plus effrayer les riches par une fiscalité jugée confiscatoire.

Les dépenses publiques seraient réduites de 100 milliards d'euros sur le quinquennat, dont 40 milliards d'économies supportées par la sécurité sociale, 10 milliards par l'assurance chômage, 30 milliards par les administrations d'État et 20 milliards par les collectivités territoriales. Pour la sécurité sociale, Fillon annonce par exemple la réduction de la *« dérive des dépenses de santé »* de 20 milliards d'euros, avec *une « réforme ambitieuse de la carte hospitalière »* qui préfigure de nouvelles fermetures d'établissements et de services. Cette réduction de dépenses publiques se matérialise également par la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, sauf pour les gendarmes et les militaires, le retour aux 39 heures dans les fonctions publiques sans augmentation de salaire, l'alignement des retraites sur le régime du privé.

D'ailleurs, pour tous les salariés du public comme du privé, Fillon entend reculer le droit à la retraite à 65 ans. Ainsi la loi travail de Hollande-Valls-El Khomri servirait-elle demain pour négocier au niveau de chaque entreprise la *« levée du verrou des 35 heures »* en décidant du seuil de déclenchement des heures supplémentaires et (sic) de la compensation salariale éventuelle, moyennant référendum d'entreprise en cas de blocage syndical. Le tout dans un Code du travail réduit à la portion congrue, l'essentiel étant renvoyé au niveau de l'entreprise. Plus de facilité pour les patrons pour licencier, la nécessité de réorganisation de l'entreprise étant désormais admise comme motif légitime de licenciement collectif, et plus aussi de main d'oeuvre au rabais avec la généralisation des dispositifs d'alternance école entreprise pour la jeunesse.

Prenant également appui sur la politique xénophobe des gouvernements Valls-Cazeneuve, Fillon en rajoute une couche en déclarant qu'il mettrait en place des quotas d'immigration, en supprimant l'aide médicale aux étrangers sans papiers et en ne versant de prestations sociales qu'à ceux qui, en situation régulière, résident depuis plus de deux ans en France. Dans le droit fil de l'état d'urgence, les budgets de la police, de la gendarmerie, de l'armée, de la pénitentiaire augmenteraient largement.

En revanche, pour l'École, aucun moyen supplémentaire car, pour Fillon, citant la Cour des comptes, « ses résultats insatisfaisants ne proviennent ni d'un excès ni d'un manque de moyens budgétaires ou d'enseignants, mais d'une utilisation défaillante des moyens existants. » Fillon a lui des idées pour mieux utiliser les moyens existants. Ainsi il annonce la mise en place de professeurs bi ou trivalents pour les classes de 6e et de 5e, l'enseignement de « l'esprit de défense » dans les collèges, l'autonomie renforcée des établissements avec le recrutement de tous les personnels dans le secondaire par les chefs d'établissement, le financement accru du privé sous contrat, l'enseignement professionnel totalement sous la coupe des régions. Pour l'Université, il préconise de privatiser directement les unités de recherche intéressant les entreprises et d'en faire assurer la direction par des patrons.

Enfin, la morale catholique de la bourgeoisie bien pensante n'est pas en reste dans le programme de Fillon avec l'adoption plénière réservée aux seuls couples hétérosexuels, la limitation de la PMA aux seuls couples hétérosexuels infertiles, dans la droite ligne des mobilisations réactionnaires de la Manif pour tous.

Fillon pourrait bien devoir jeter l'éponge, totalement discrédité par la révélation des sordides arrangements financiers pourtant si communs à la classe bourgeoise à laquelle il appartient. Cela participe, y compris d'ailleurs les conditions mêmes de ces révélations qui viennent sans doute de son propre camp, de l'incapacité des partis traditionnels de la bourgeoisie à être à la hauteur des enjeux qu'exige la bourgeoisie elle-même. Le hiatus grotesque entre les tribulations financières de candidat et l'habillage moralisateur des violentes attaques prévues contre la classe ouvrière et les jeunes jette le principal parti de la bourgeoisie dans le désarroi, en butte au dégoût de ses propres électeurs.

C'est la voie qui s'élargit pour le FN, sauf si la classe ouvrière ouvre une perspective révolutionnaire pour balayer ces messieurs et dames, impitoyables avec le peuple mais si compréhensifs pour eux-mêmes.

4 février 2017

Le candidat officiel du PS



1993, l'aile droite du PS autour de Michel Rocard / photo Riboud
à l'arrière-plan : Cambadélis, Mélenchon, Moscovi, Bartolone, Glavany
au premier plan : Hamon, Dufour, Rocard, Domenach-Chich, Valls

Hamon tour

Deux fois ministre sous Hollande, Hamon a frondé et s'est vu récompensé quand le rejet du président et de Valls a atteint une très large majorité de l'électorat habituel du PS. Il a remporté la primaire de « *La belle alliance populaire* » et a été investi officiellement, le 5 février, candidat à l'élection présidentielle.

Rocardien à 19 ans (un révolté, comme on voit), assistant parlementaire, de 1991 à 1993, du député PS rocardien Pierre Brana (sans doute grâce à sa licence d'histoire), président du Mouvement des jeunes socialistes les deux années suivantes et délégué national du PS chargé des problèmes de la jeunesse, il devient conseiller auprès de Lionel Jospin en 1995 ; entre 1997 et 2000, il occupe le poste (épuisant) de conseiller technique chargé de l'emploi des jeunes puis de conseiller chargé des affaires politiques chez Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité. De 2001 à 2009, il est conseiller municipal de Brétigny-sur-Orge, secrétaire national du PS chargé du projet européen, directeur du planning stratégique de l'institut de sondages Ipsos (la licence d'histoire ?) et enfin député européen. De 2009 à 2012, il marie son mandat de député de la 11e circonscription des Yvelines, sa fonction de porte-parole du PS, des apparitions comme professeur associé des universités à l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII et le métier consultant de l'entreprise Le Fil (et il y en a qui disent qu'on ne va pas loin avec une licence d'histoire !). Pour être complet, il faut ajouter que Benoît Hamon a été conseiller régional d'Ile de France (2010-2014) et conseiller municipal à Trappes.

Parce qu'il a passé toute sa déjà longue carrière à l'abri des palais de la Ve république ou dans l'hôtel particulier de la rue de Solferino (le siège du PS à Paris), Hamon qui a participé pendant 20 ans à toutes les manoeuvres d'appareil au sein du parti dit socialiste a compris que le moment de passer sur le devant de la scène était arrivé. Il a joué l'homme neuf, peu connu donc pas usé, et a répondu aux envies de sortir tous les sortants.

Le « futur désirable » de Hamon porte l'uniforme

Les premières visites du candidat élu ont été pour Hollande et pour Cazeneuve qui, s'ils ne se sont pas montrés enthousiastes, ont demandé obéissance et l'ont obtenue. Dans son discours d'investiture du 5 février, Hamon a déclaré que « *le bilan de François Hollande ne peut pas être l'axe autour duquel nous faisons une campagne* ». Autrement dit, silence sur les responsabilités politiques du président PS et des gouvernements où lui-même a siégé. Quant au coup de chapeau à l'efficacité de Hollande pour protéger la population (238 morts dans des attentats terroristes en 18 mois…), difficile de savoir si c'est le soutien aux assassinats ciblés, à la guerre en Libye.

> *Je sais ce que nous lui devons au moment où il a dû prendre des décisions graves. Il a sauvé des vies de Français, il a su nous protéger.* (Hamon, *Le Parisien*, 5 février 2017)

Pas frondeur du tout pour ce qui concerne les opérations militaires françaises, Hamon justifie la guerre au Mali et en République centrafricaine :

> *Un État souverain qui vous demande d'intervenir militairement pour éviter qu'il y ait un « État » djihadiste juste de l'autre côté de la Méditerranée ? Bien sûr que je serais intervenu.* (Hamon, *Libération*, 5 janvier 2017)

La tête de file de la « gauche du PS » veut une loi d'orientation commune à la sécurité intérieure et à la défense, leur budget cumulé devant atteindre 3 % du PIB (Hollande s'en tenait à 2 %) d'ici à 2022, soit 65 milliards d'euros par an pour l'armée et le renseignement. Il réclame la création d'une « *police de proximité* », alors qu'à Aulnay comme ailleurs, les jeunes et la population ont tout à gagner à s'en trouver le plus loin possible.

Le social-démocrate du 21e siècle

Comme tous les réformistes, Hamon fait semblant de répondre à de vraies aspirations des travailleurs et de la jeunesse en fourguant en réalité des mesures qui trahissent leurs justes revendications. Ainsi, en est-il du « *revenu universel d'existence* » versé dans un premier temps aux jeunes. Alors que dans ce pays, 25,8 % des jeunes sont au chômage (*Eurostat*, décembre 2016), que plus de la moitié des personnes vivant sous le seuil de pauvreté a moins de 30 ans, que 50 % des étudiants sont salariés pour financer leurs études, obtenir le droit de vivre décemment est plus que légitime. Mais 750 euros (« *à terme* ») ne permettent pas de payer un loyer, la

nourriture, les transports ou les frais de scolarité. C'est une aumône en lieu et place d'un travail et d'un salaire décent : Hamon non seulement tolère le chômage de masse d'aujourd'hui, mais assène (en souriant, c'est moins *anxiogène*) que les prolétaires le subiront indéfiniment. C'est une aumône en lieu et place de la gratuité des transports, des inscriptions dans l'enseignement supérieur, d'une chambre en cité universitaire.

Ce « *revenu universel* », donné pour innovant, était dans la plateforme du MJS dans les années 1990, puis dans les cartons d'Aubry, projet « Eva », pour « entrée dans la vie active ». Cette allocation « unique » aurait supprimé du même coup l'aide au logement, les bourses sur critères sociaux… L'économiste très réactionnaire Milton Friedman la défendait trente ans avant, avec la privatisation des services publics, la destruction de la sécurité sociale et la fin du salaire minimum. Si loin, Hamon ?

> *Qu'est-ce que ce revenu engloberait précisément ? Les minima sociaux, d'abord, mais aussi les allocations familiales (qui redeviendraient universelles) et l'allocation logement. Évidemment, pas les retraites, ni l'assurance maladie ou les indemnités chômage… Mais c'est un débat ouvert !* (Hamon, *Politis*, 14 décembre 2016)

On comprend que le « *revenu universel* » fasse l'objet d'expérimentations en Finlande, aux Pays-Bas, à Singapour, au Canada et qu'il ait ses adeptes chez des patrons qui le jugent également utile pour éviter « *une ère de radicalisation* » (T. Höttges, PDG de Deutsche Telekom), autrement dit, une charité nécessaire pour que les pauvres se tiennent tranquilles.

Autre leurre pour la pêche aux électeurs : la baisse du temps de travail. Quand les travailleurs en activité subissent l'augmentation des cadences et de la durée du travail, tandis que des millions sont privés d'emploi, la revendication de réduction générale du temps de travail, sans diminution de salaire, pour fournir du travail à ceux qui en cherchent, correspond tout à fait aux besoins de la classe ouvrière. Dans les mains d'Hamon, elle se transforme en accords d'entreprises, en années sabbatiques, en généralisation des temps partiels et en cadeaux aux patrons :

> *« Depuis que je suis entré en campagne, on me prête de vouloir faire les 32 heures… Les 32 heures peuvent être une formule, mais je ne prétends pas passer la durée légale de 35 heures à 32 heures », a- affirmé. Hamon. Le candidat compte favoriser le temps partiel avec des primes sous la forme de baisse de charges. Il veut aussi encourager les entreprises à réduire le temps de travail en baissant de « 10 % les cotisations sociales, 8 % de manière pérenne ».* (*La Croix*, 9 décembre 2016)

Pas question non plus de revenir sur l'augmentation du nombre d'années au travail avant de pouvoir partir à la retraite, Hamon et Valls se sont déclarés d'accord sur ce point (aussi) lors du dernier débat de la primaire.

Pas touche au capitalisme

Pour garantir à chacun un travail permettant de vivre dignement, le droit de se loger, de se nourrir correctement, de se former, de se soigner, de développer les ressources sans détruire la planète, il faut liquider la propriété privée des moyens de produire et d'échanger. Ces derniers sont depuis des siècles dans les mains des capitalistes qui décident en fonction de ce qui rapporte et non des besoins de l'humanité, qui licencient et condamnent à la misère pour continuer à s'enrichir, qui vivent de l'exploitation de l'immense majorité, qui pillent la planète et engendrent les guerres. Sans appropriation collective, sans socialisme, aucune des revendications vitales de ceux qui créent toutes les richesses, qui font fonctionner les services ne peut être satisfaite.

Or Hamon ne veut pas plus que Hollande s'en prendre au capital. Il accepterait volontiers de le « *réguler* », comme Le Pen, d'accompagner ses transformations, comme Macron. Cela exige de débiter doctement des sornettes sur « *la raréfaction du travail* » : est-ce que l'invention de la machine à vapeur, de l'électricité, a diminué la quantité de travail produit par l'humanité ? Dans une société entièrement dominée par le capitalisme, évidemment non, car le capitalisme tire son profit de la plus-value, et se sert des progrès technologiques pour exploiter toujours plus la force de travail.

Ou encore de prétendre qu'il ne faut pas « *se préoccuper de la croissance* » quand 805 millions d'humains souffrent de la faim (FAO) ? quand 3 à 4 milliards n'ont pas accès à l'eau potable (ONU) ? quand 1 milliard de personnes vit avec moins d'un dollar par jour (ONU) ? Il est au contraire urgent de libérer les forces productives du carcan de la course au profit au détriment de la satisfaction des immenses besoins sociaux, de planifier à l'échelle mondiale pour produire sans gaspillage, de jeter LVMH et ses semblables à la poubelle de l'histoire. Pour aller de l'avant, il faut aller au socialisme.

7 février 2017

Journée d'étude organisée par RéSo

Le Fascisme

Samedi 11 mars
10 h 30 - 17 h
Ageca
177 rue de Charonne Paris

Mélenchon : un candidat social-impérialiste



Intérêt général contre lutte de classe

Pour Jean-Luc Mélenchon comme pour Hamon, Macron, Fillon et Le Pen, les classes sociales n'existent pas. Par contre, il y aurait un *« intérêt général »* (p. 29, 31, 38, 46, 67, 82…). Ce sont des « valeurs » et non la lutte entre les classes qui déterminent le sort de « notre pays ».

> *Quel genre de valeurs domine notre pays… ?* (*L'Avenir en commun*, Seuil, décembre 2016, p. 12) ; *La finance, la cupidité, les préjugés de classe, le sexisme et le racisme ordinaire pourrissent tout.* (p. 11)

N'en déplaise à Mélenchon, les classes ne sont pas seulement un « préjugé » mais une réalité, celle de l'exploitation de la majorité de la société contemporaine (ouvriers, employés, techniciens, paysans travailleurs…) par la minorité capitaliste.

Mélenchon oppose au « peuple » une toute petite minorité qu'il appelle la « caste » ou « oligarchie ».

> *Il faut balayer la caste qui a capté le pouvoir…* (*L'Avenir en commun*, p. 16) ; *Une caste de privilégiés, coupée des réalités de la vie du peuple, a confisqué le pouvoir.* (p. 24)

Le peuple, c'est tous les autres, *« la communauté humaine »*. Il faut lui rendre le pouvoir : *« Comment rendre le pouvoir au peuple… »* (p. 21). Il l'a donc perdu mais on ne sait pas comment ni quand. Surtout, le « peuple » est si large qu'il semble inclure la plupart des capitalistes. Eux aussi doivent bénéficier de la « révolution citoyenne ». Elle les libèrera… du Medef : « *Mettre fin à l'usurpation par le Medef de la parole des chefs d'entreprise »* (p. 24). Les autres organisations patronales, du type CGPME et UPA, seraient donc, à la différence du Medef, du côté du « peuple ».

> *Jeudi 19 janvier, deux porte-paroles de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF) ont été reçus au siège de campagne de la France Insoumise par Jean-Charles Hourcade et l'équipe du programme. Jean-Charles Hourcade a insisté sur le fait que 20 des 83 propositions du programme l'Avenir en commun était directement consacré à l'industrie et aux entrepreneur·e·s.* (LFI, 24 janvier 2017)

L'exploitation lie tous les capitalistes, quelle que soit leur branche d'activité, leur nationalité et la taille de leur capital : petits capitalistes (souvent les plus féroces exploiteurs ne respectant pas le droit du travail) des TPE et des PE, capitalistes moyens (du moins quand la PME n'est pas la filiale d'un groupe), actionnaires et manageurs des grandes entreprises (françaises ou étrangères).

> *Chaque capitaliste individuel participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital et au degré de cette exploitation non seulement par sympathie générale de classe, mais par intérêt économique direct, parce que le taux moyen de profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total.* (Karl Marx, *Le Capital*, III, 1864-1875, ch. 10)

En fait, derrière le mythe bourgeois du « peuple », Mélenchon, le PdG et LFI dissimulent un bloc de la classe ouvrière, des petites bourgeoisies et de la prétendue bourgeoisie nationale sous hégémonie de cette dernière. Il s'agit de subordonner le prolétariat à ses exploiteurs, en renouvelant la ruse du PCF et du PS-SFIO qui a protégé le capitalisme français contre la grève générale en 1936, contre l'armement du peuple en 1945, contre la grève générale en 1968.

Cette stratégie de « front populaire » a abouti aux défaites historiques en Espagne en 1937 [voir *Révolution communiste* n° 19 et 22] et au Chili en 1973 [voir *Cahier révolution communiste* n° 2].

Soigner le capitalisme

Pour Mélenchon, il y a un bon capitalisme, celui des PME et de « l'économie réelle » et un mauvais, celui des « multinationales » et de « la finance » (jamais définie, encore moins expliquée).

Comme pour Hollande et Sarkozy auparavant (et pour l'agitation fasciste), la finance est coupable de tous les maux, pas le capitalisme en son entier : *« la finance déserte la production réelle »* (p. 12) ; *« nous étouffons sous le règne de la finance »* (p. 13) ; *« la finance a mis par terre l'économie réelle en 2008 »* (p. 48). Le programme multiplie les cataplasmes sur une jambe de bois : « *mettre fin à la cotation continue en Bourse »* (p. 49), *« identifier et interdire les produits dérivés toxiques »* (p. 49), *« séparer les banques d'affaire et de détail »* (p. 48)…

Les « multinationales » sont dénoncées. En fait, il faut comprendre les groupes transnationaux *étrangers*. Les PME chères à Le Pen et Mélenchon, si elles réussissent, deviennent des GE et elles interviennent sur d'autres marchés que le marché français, trop étroit. La preuve est que, à d'autres endroits, le programme de LFI défend les *« fleurons industriels et technologiques comme Alstom, EADS »* (p. 45) qui sont des grands groupes capitalistes transnationaux et resteront en place. Puisqu'ils sont des « fleurons » du capitalisme français, pas question de les exproprier.

Comme pour Trump, ce n'est pas la concurrence capitaliste qui cause des perdants mais des erreurs poli-

tiques des gouvernements combinées à la fourberie des étrangers.

> *La dévastatrice logique au pouvoir prive aujourd'hui de conglomérats puissants, fleurons technologiques et industriels…* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Monde*, 16 septembre 2016)

Il y aura toujours des « chefs d'entreprise » après la « révolution citoyenne ». Ils auront même davantage de perspectives et de droits, leur promet LFI. Le programme s'exclame : *« finançons les PME »* (p. 50). Ainsi, les travailleurs indépendants (dont nombreux sont ceux qui fraudent pour minimiser leurs impôts et leurs cotisations sociales) et même les patrons pourront choisir de profiter du régime général financé par les travailleurs salariés (p. 55). Les patrons de PME auront droit à *« 10 % de contrats précaires »* (p. 54). L'administration du travail devra se consacrer à *« l'assistance juridique aux PME »* (p. 53).

Personne n'a jamais trouvé le moyen de séparer les activités financières du reste du capitalisme. En ce sens, loin de déserter l'économie réelle, la finance pénètre plus que jamais l'ensemble du capital. Personne non plus n'a jamais trouvé le moyen de séparer la spéculation de l'activité immobilière, du commerce des matières premières, des opérations financières indispensables à « l'économie réelle ».

Mélenchon n'envisage même pas d'annuler la dette publique.

> *Réaliser un audit citoyen de la dette publique pour déterminer la part illégitime et préparer un réaménagement négocié.* (*L'Avenir en commun*, p. 63)

Évidemment, les grands groupes financiers multinationaux français (Axa, Groupama, BNP Paribas, CA, SG, BPCE…) ne seront pas expropriés.

Préserver la propriété privée

Mélenchon, le PdG et LFI sont même à droite de Mitterrand, du PS et du PCF des années 1970 qui prétendaient *« ouvrir la voie au socialisme »* (*Programme commun de gouvernement du PCF et du PS,* 27 juin 1972). Dans la campagne de Mélenchon, jamais le capitalisme n'est mis en cause, jamais le socialisme n'est avancé. *« La finance a mis par terre l'économie réelle en 2008 »* (p. 48), pas le capitalisme. *« Le temps court de la finance et du productivisme saccage tout »* (p. 69), pas le capitalisme. C'est *« l'activité humaine »* qui est en train de détériorer l'environnement (p. 75), pas le capitalisme.

Seulement une mauvaise politique de l'État est en cause, pas le capitalisme. Une simple révolution citoyenne et fiscale suffirait à résoudre les problèmes du capitalisme.

> *L'air, l'eau, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises. Ils doivent être gérés démocratiquement.* (*L'Avenir en commun,* p. 31)

Donc, tout le reste échappera à la « gestion démocratique » et restera « une marchandise ». De surcroît, la « gestion démocratique » se réduit à donner plus de place à la bureaucratie syndicale sur le modèle capitaliste allemand et scandinave d'après–guerre. Or, sans expropriation, l'électricité, le gaz, l'alimentation, les médicaments resteront marchands. Le programme de Mélenchon est une entourloupe.

Le plus absurde est de décréter que la monnaie ne sera plus une marchandise. La monnaie est une marchandise (l'or) qui sert d'équivalent général (qui mesure la valeur, qui permet de se procurer les autres marchandises). Que les États, depuis 1914, imposent des signes monétaires à la place de l'or ne fait pas échapper les billets de banque et les lignes de compte bancaire à l'ordre marchand et capitaliste. La forme scripturale de la monnaie capitaliste contemporaine engendre de nouvelles contradictions qui se manifestent par l'inflation et la spéculation sur le taux de change.

Le marché sur lequel les différents signes monétaires étatiques s'échangent entre eux, le marché des devises, montrerait vite à tous les nationalistes que, en cas de retour au franc français, celui-ci serait traité comme une marchandise, plus précisément une marchandise dépréciée.

Culte de la nation

« Ma priorité, c'est mon pays » (Mélenchon, *L'Obs*, 1er décembre 2016). Sa campagne de 2017 dépasse de loin en chauvinisme celle de 2012, qui en était pourtant imprégnée. Le candidat parle de *« patrie »*, fait entonner *La Marseillaise* à la fin des meetings. Son programme dégouline d'un nationalisme répugnant.

> *Notre pays est neuf… notre pays est puissant…* (*L'Avenir en commun,* p. 11) *; notre pays déborde d'énergie et de savoir-faire…* (p. 13) ; *sans parler du génie français* (p. 119)…

Mélenchon et ses adjoints écrivent *« La Nation »* avec une majuscule (p. 38, 39, 45, 81, 87, 119…), comme le programme du FN.

La nation est aussi imaginaire que la religion, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient inefficaces contre la lutte de classe et contre l'internationalisme prolétarien. Elle ne repose ni sur l'ethnie, ni sur la langue : sinon, comment expliquer l'existence de la Suisse, une république bien plus ancienne que celle de la France ? les frontières entre la France, la Belgique et la Suisse ? la guerre d'indépendance des États-Unis contre la Grande-Bretagne ?

Le nationalisme est contemporain du capitalisme, il est l'idéologie d'une bourgeoisie particulière établie avec son État et son marché (ou d'une bourgeoisie qui aspire

à son État pour exploiter à son compte une classe ouvrière en son sein). Sa fonction est de subordonner les exploités à « leurs » exploiteurs et d'apporter la justification aux visées agressives d'une bourgeoisie impérialiste comme celle de la France. Inutile de préciser qu'il n'est jamais question de l'impérialisme français, de son avidité et de ses crimes dans l'opuscule de LFI.

Les seules *« folies impériales »* dénoncées sont celles des États-Unis (p. 89), jamais celles de la Chine, de la Russie et encore moins celles de la France en Afrique. LFI et le FN soutiennent, contre le PS et LR, que l'impérialisme français a tout à gagner à rompre avec l'Allemagne et les États-Unis pour miser sur la Russie et la Chine : *« une nouvelle alliance altermondialiste »* (p. 89) ; *« soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale »* (p. 105) ; *« adhérer à la banque de développement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) »* (p. 105) ; *« la Russie est un partenaire historique »* (*Le Monde*, 6 janvier 2017).

Les silences sur l'Ukraine et la Syrie le confirment. Le régime sanguinaire et tortionnaire de la fraction de la bourgeoisie syrienne représentée par Assad et les bombardements de l'impérialisme russe en Syrie ne sont pas mis en cause (p. 95). Dans la continuité de la 5e République bourgeoise, la 6e interdira aux Kurdes de remettre en question les États bourgeois de l'Asie de l'ouest : *« la garantie de l'intégrité de l'État syrien et de ses frontières »* (p. 96).

LFI reconnait aussi, dans le droit fil de la 5e république, le droit d'Israël, c'est-à-dire de la bourgeoisie israélienne à la colonisation de la plus grande partie du territoire de la Palestine : *« Une paix juste et durable entre Israël et la Palestine... appuyer la solution à deux États... »* (p. 96).

Comme Debout la France et le FN, LFI veut « libérer la France de la domination de l'Allemagne et du carcan antinational de l'Union européenne ».

> *Les traités européens nous retirent toute liberté d'action* (*L'Avenir en commun,* p. 16) ; *notre indépendance d'action et la souveraineté de nos décisions ne doivent plus être abandonnées aux obsessions idéologiques de la Commission européenne ni à la superbe du gouvernement de grande coalition de la droite et du PS en Allemagne* (p. 79)

Il faudrait *« restaurer l'indépendance de la France »* (p. 87) –mais quand est-elle devenue une colonie ?– évidemment *« pour préparer la paix »* (p. 87) –mais quel candidat à une élection annonce qu'il prépare la guerre ?

Capitalisme dans un seul pays

En plus d'aider Trump et Poutine à supprimer l'Union européenne qui reste pour les impérialismes américain et russe un rival potentiel malgré son absence d'armée propre, Mélenchon veut s'appuyer sur les frontières françaises afin de maintenir une politique de l'immigration, de restaurer le franc et revenir au protectionnisme.

Mélenchon s'est montré, à plusieurs reprises, ouvertement hostile à la libre circulation des travailleurs et des étudiants [voir *Révolution communiste* n° 19]. Le programme le confirme, de manière détournée : *« La première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi »* (p. 93). Visiblement, *« chez soi »*, selon Mélenchon, Corbière & compagnie, ce n'est pas la planète. L'hypocrisie atteint un sommet avec *« renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée »* (p. 94), alors qu'ils seront toujours insuffisants pour éviter les noyades. Le danger naît de la fermeture européenne et française aux migrants d'Afrique et d'Asie, mesures que l'hypocrite Mélenchon approuve.

Le protectionnisme de Mélenchon ne se distingue de celui de Le Pen ou de Trump que par l'adjonction du qualificatif creux *« solidaire ».*

> *Nous avons besoin d'un protectionnisme solidaire...* (*L'Avenir en commun,* p. 46) ; *la défense de notre souveraineté* (p. 16) ; *le protectionnisme solidaire* (p. 73) ; *mettre en place un protectionnisme solidaire : arrêt de la libre circulation des capitaux et des marchandises entre l'UE et les pays tiers* (p. 84) ; *mettre en place un contrôle des marchandises aux frontières nationales* (p. 85) ; *refuser le libre-échange, instaurer un protectionnisme solidaire et la coopération économique.* (p. 91)

Les taxes ou les restrictions quantitatives aux frontières françaises ne resteront pas sans riposte. Or, le pouvoir de négociation et de rétorsion d'un État est proportionnel à sa taille, à son économie et à son armée. La France capitaliste, à elle seule, sera donc en mauvaise posture.

La position de Mélenchon sur l'UE est quasiment identique à celle de Le Pen : *« référendum du peuple français qui décidera souverainement de sa participation à l'Union européenne refondée ou de la sortie »* (p. 84), *« transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique »* (p. 85). En termes clairs, l'euro servira seulement entre les États de l'UE ; au sein de la France, ce sera le retour au franc. Dans ce cas, les actionnaires des GE et aussi les patrons des PME tenteront de planquer leur argent à l'étranger, les taux d'intérêt s'élèveront et le prix des importations (le gaz naturel et le pétrole, les produits électroniques...) s'élèvera, même sans augmentation des droits de douane.

La croissance et l'internationalisation des forces productives entrent en contradiction avec les frontières. Leur fermeture généralisée ne ferait que précipiter la prochaine crise capitaliste mondiale et pousser à surmonter l'étroitesse des frontières par la multiplication des immixtions dans les autres pays et des interventions militaires, vers des affrontements entre grandes puissances, la France étant forcée de joindre tel ou tel bloc

militaire dans la marche à la catastrophe. La guerre commerciale prépare la guerre tout court.

Renforcement de la police

Au nom de la *« révolution citoyenne »* (p. 21, p. 30), il est question d'*« abolir la « monarchie présidentielle »* (p. 26), de convoquer une *« Assemblée constituante »* (p. 21, 23), de mettre en place la *« 6e République »* (p. 21) qui sera un *« régime parlementaire stable »* (p. 26).

Cette démocratie est limitée : pas question de diminuer le vaste domaine maritime et la multiplicité des frontières (p. 13) en reconnaissant le droit à l'indépendance aux confettis de l'empire colonial. Le droit *« des peuples »* est bon contre l'Union européenne (p. 83, 85) mais ne s'applique pas à la *« France d'outre-mer »* (p. 39 -42) !

Cette démocratie est fictive parce qu'elle laissera les entreprises aux mains des capitalistes, parce que les médias de masse resteront sous leur contrôle, parce qu'ils financeront les partis bourgeois, parce qu'ils continueront à corrompre les journalistes, les universitaires, les appareils syndicaux et les appareils des partis réformistes…

Cette démocratie est fictive car elle ne reposera pas sur l'armement du peuple comme en 1789-92, en 1871, en 1944-45, les moments de conquête de libertés démocratiques pour les travailleurs. Au contraire, Mélenchon réclame des subalternes qu'ils restent désarmés et soumis : *« la révolution citoyenne à laquelle je crois est le moyen pacifique de tourner la page »* (p. 21).

Afin de garantir *« la nécessaire stabilité des institutions »* (p. 14), Mélenchon renforce le coeur de l'État bourgeois, son appareil répressif : la justice (*« une justice au nom de peuple »,* p. 33), les services secrets (*« une politique antiterroriste rationnelle »*, p. 34), l'armée (*« la jeunesse au service de l'intérêt général et de la sûreté de la Nation »,* p. 38), la police (*« garantir la sécurité et la sûreté »*, p. 36) avec 10 000 flics de plus :

> *Il faudra assurer une formation renforcée et un recrutement de 10 000 personnels supplémentaires.* (LFI, *Livret sécurité*, novembre 2016, p. 26)

6e République bourgeoise

Mélenchon a soutenu tour à tour en Grèce le parti de la « gauche radicale » Syriza qui gouverne pour le capitalisme et cède aux exigences des bourgeoisies allemande et française, en Afrique du Sud le parti nationaliste bourgeois ANC et le parti stalinien SACP qui gouvernent pour le capitalisme et font tirer sur les mineurs en grève, au Venezuela le mouvement nationaliste bourgeois PSUV qui tente de gouverner pour le capitalisme en s'appuyant sur l'armée. La municipalité EELV-PdG de Grenoble préfigure ce que donnerait un gouvernement front populaire à la sauce Mélenchon avec la suppression de 150 emplois d'agents, la fermeture de bibliothèques et de centres de soin dans les quartiers populaires.

Que Mélenchon fasse joujou avec son hologramme, passe encore. Mais il manipule l'histoire, il édulcore l'idée de révolution sociale et politique avec ses prétendues révolutions citoyenne et fiscale, de la même façon que Macron a intitulé son livre *Révolution*. Mélenchon travestit la grande révolution française en pantomime pacifiste.

Il fait comme si la France était encore féodale, comme si son régime était monarchique, comme s'il fallait établir un marché national.

> *Il n'est pas de procédé plus commun, pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français et les ouvriers de tous les pays que de transposer dans notre temps le jargon de la Grande révolution française.* (Vladimir Lénine, *La Guerre et la révolution,* 27 mai 1917)

Depuis longtemps, la France est capitaliste. C'est une puissance impérialiste. Son régime est une république bourgeoise. Le marché national est devenu une barrière au progrès. Il faut abolir les frontières, en particulier en Europe, et seule la classe ouvrière en est capable.

Aucune élection, aucun référendum, aucun changement de gouvernement ne peut réguler le capitalisme, empêcher les crises, protéger l'environnement, assurer la paix. Le protectionnisme généralisé ne peut que précipiter la prochaine crise capitaliste mondiale, accentuer le pillage des pays dominés et préparer les affrontements entre grandes puissances.

Le développement des forces productives (les équipements, la science et la technique, la qualification des êtres humains) permet aujourd'hui d'en finir avec tout rapport social d'exploitation et de décider de produire consciemment pour satisfaire les besoins. Les producteurs doivent pour cela prendre le contrôle de la production et de la répartition pour ne plus subir le despotisme du capital, ainsi que l'anarchie et le gaspillage du mode de production capitaliste. Cela nécessite une révolution sociale, la destruction de l'État bourgeois par la classe ouvrière, la transition vers le socialisme mondial.

Pour vaincre, il faut un parti, non pas jauressiste mais marxiste, non pas national mais international, non pas chauvin mais internationaliste, non pas parlementariste mais révolutionnaire, non pas petit-bourgeois mais prolétarien, non pas pacifiste mais insurrectionnel, non pas pro-capitaliste mais communiste.

7 février 2017

Le FN : une ligne réactionnaire au service de la bourgeoisie nationale



La riche héritière Marine Le Pen, qui refuse de rembourser 300 000 euros d'argent public qu'elle a utilisé pour financer son parti, est candidate à l'élection présidentielle pour l'organisation dont elle a également hérité de son père.

Ce parti est depuis l'origine un parti contre le mouvement ouvrier, un parti de division de la classe ouvrière. Il se distingue des partis bourgeois traditionnels parce qu'il fait de la xénophobie anti-immigrés son axe, alors que c'est un aspect secondaire des autres. Il se différencie d'un parti fasciste parce qu'il se plie au cadre de la démocratie bourgeoise et ne repose pas sur l'attaque physique des luttes sociales et des partis ouvriers.

Le vrai modèle de Le Pen, c'est le raciste, homophobe, mysogyne Trump, c'est l'UKIP xénophobe qui a rallié une aile du Parti conservateur au Brexit.

« Dédiabolisation » ou fascisation ?

Mais, avec Marine Le Pen, il s'est plutôt rapproché du fascisme par l'intégration dans son appareil de cadres fascistes (du GUD et du Bloc identitaire) et par le tournant protectionniste assaisonné de démagogie sociale qui remplace désormais le libéralisme économique affiché par Le Pen père.

En effet, à leur origine, le parti fasciste et le parti nazi adoptaient un programme étatiste et prétendument antifinance. Une fois au pouvoir, ces partis ont liquidé physiquement l'aile qui prenait la démagogie sociale au sérieux, ont gouverné au compte du grand capital et interdit les organisations ouvrières, partis et syndicats. Comme l'autarcie est impossible, l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de Hitler ont commencé à envahir et coloniser d'autres pays.

Le FN prétend défendre le *« capitalisme national »* contre *« la finance »* et le *« capitalisme mondialisé »* (Discours de Marine Le Pen à Fréjus, 18 septembre 2016). Il réclame un État fort qui incarnerait *« la Nation »*. Il protège le grand capital national en désignant des boucs émissaires.

Capter une fraction de la petite-bourgeoisie et de la classe dominante

Beaucoup de paysans travailleurs sont en difficulté à cause des entreprises capitalistes qui sont leurs clients et leurs fournisseurs, de la concurrence d'entreprises agricoles capitalistes à la productivité supérieure qui accaparent les aides de l'Union européenne [voir *Révolution communiste* n° 13]. La plupart des boutiquiers des centres des villes sont ruinés par les grandes surfaces des périphéries. Nombre de PME sont menacées par la concurrence de grandes entreprises et se voient refuser les crédits par les grands groupes bancaires français. Le grand capital industriel français lui-même souffre de la montée en puissance de l'Allemagne et de la Chine. Le FN s'estime bien placé pour prendre leurs voix… et celles de leurs salariés les moins conscients qui votaient autrefois UMP-LR.

À cet égard, le FN prône la réindustrialisation et le soutien aux PME, réclame *« l'allègement de la complexité administrative et fiscale pesant sur les TPE-PME… l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels sous la supervision de la Banque de France afin de remettre la finance au service de l'économie réelle »* (Projet présidentiel). Il est aussi question de baisser encore l'impôt sur les sociétés (à 15 % pour les TPE et à 24 % pour les PME), de faciliter les héritages.

L'objectif proclamé du FN est celui d'un « bon » capitalisme articulé autour des PME, de l'industrie et du capital national, contre un « mauvais » capitalisme étranger à dominante financière, pour *« privilégier l'économie réelle face à la finance spéculative »*. Il veut donc diminuer encore les cotisations patronales qui financent la sécurité sociale des travailleurs salariés *« en exonérant totalement de charges la première embauche d'un jeune de moins de 21 ans par une entreprise… en abaissant les charges sociales des TPE-PME… »*.

Le FN veut limiter la formation des enfants d'employés et d'ouvriers en *« supprimant le collège unique »* qui est censé fournir le même enseignement à tous les élèves, offrir de la main-d'oeuvre très bon marché aux artisans, TPE et PME, en *« autorisant l'apprentissage à partir de 14 ans »*. Il s'agit aussi de barrer l'accès des enfants de prolétaires à l'enseignement supérieur en favorisant *« une sélection au mérite… et en revalorisant les bourses au mérite »* au détriment des bourses sur critères sociaux.

C'est tout le capital national que défend le FN, y compris et surtout les grands groupes capitalistes français. Le Pen, au nom de l'association capital-travail, veut affaiblir les syndicats de travailleurs salariés, dans la mesure où, dans les moyennes et les grandes entreprises, ils limitent l'exploitation et parce qu'ils incarnent tant bien que mal la lutte entre les classes, l'unité des travailleurs nationaux et immigrés. Il veut donc *« la suppression du monopole de représentativité »* et la limitation de la représentation des salariés.

Un État fort

Le Pen croit et fait croire que l'État peut faire tout cela et qu'il peut d'autant mieux le faire qu'il est réduit aux étroites frontières de la France. Selon Le Pen, l'État serait aux manettes en *« assurant la protection des secteurs stratégiques et porteurs par un contrôle des investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de Sûreté Économique ».*

Il a aussi pour rôle de mater la jeunesse : *« rétablir l'autorité et le respect du maître et instaurer le port d'un uniforme à l'école ».*

Le Pen veut encore renforcer les organes répressifs de l'État. D'abord, revaloriser le budget de la justice (en supprimant au passage l'École nationale de la magistrature jugée trop laxiste), *« appliquer la tolérance zéro et en finir avec le laxisme judiciaire par l'abrogation des lois pénales laxistes… le rétablissement des peines planchers et la suppression des remises de peine automatiques… créer 40 000 places de prison supplémentaires ».* Ensuite, renforcer le pouvoir de la police, *« réarmer massivement les forces de l'ordre : en personnels… en matériels »*, notamment avec le droit de tuer en invoquant la *« légitime défense ».* Enfin, *« augmenter… le budget de la Défense ».*

Quand un jeune Noir d'un quartier populaire se fait violer par des policiers à Aulnay, Le Pen se rend dans un commissariat pour plaindre les flics. Voilà le vrai visage du FN : État policier, racisme, guerre aux pauvres.

La préférence nationale

La défense de la bourgeoisie française passe par une symbolique réactionnaire : *« défense de l'identité nationale, des valeurs et des traditions de notre civilisation française… promotion du roman national… ».*

Surtout, les attaques se concentrent contre les travailleurs venus d'autres États. D'où la surenchère de mesures xénophobes qui dépassent même celles de LR : *« rétablissement des frontières nationales et la sortie de l'espace Schengen… suppression de l'enseignement des langues et cultures d'origine… impossibilité de la régularisation ou la naturalisation des étrangers en situation illégale… suppression du droit du sol… ».*

Le FN entend réduire leurs droits en limitant le bénéfice des mesures sociales aux travailleurs de nationlaité française, en *« garantissant la Sécurité sociale pour tous les Français, en supprimant l'aide médicale d'État réservée aux migrants sans-papiers »*, en conditionnant le droit au minimum vieillesse à la nationalité française (ou vingt ans de résidence), en limitant le regroupement familial et le droit d'asile, en limitant les naturalisations, en interdisant la double nationalité pour des personnes issues de pays hors-Union européenne, en supprimant la possibilité de régularisation des sans-papiers.

En outre, il assimile les musulmans à des terroristes : *« expulsion de tous les étrangers en lien avec le fondamentalisme islamiste (notamment les fichés S)… déchéance de la nationalité française, expulsion et interdiction du territoire pour tout binational lié à une filière djihadiste… ».*

La sortie de l'euro

Cherchant à faire diversion, le FN accuse l'Union européenne : *« Les peuples européens ont fait tomber le mur de Berlin, il ne reste plus qu'à faire tomber le mur de Bruxelles »* (*L'Opinion*, 18 mai 2014).

Il veut « *instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes ».* Le Pen préconise le protectionnisme, avec notamment une loi « Achetons français », la sortie de l'euro et de l'Union européenne pour *« rendre à la France sa souveraineté nationale »* (Projet présidentiel).

En réalité, un pays comme la France, à lui tout seul, ne pèsera pas lourd face à la Russie, le Japon, la Chine et les États-Unis.

Lors de son discours de Lyon, le 5 février, Le Pen a annoncé qu'elle allait procéder à la *« déconstruction ordonnée de l'euro »* et au *« rétablissement d'une monnaie nationale ».*

Ce que Le Pen ne dit pas, c'est que cela se traduira par le renchérissement des importations, la hausse des taux d'intérêt, la « fuite des capitaux » et l'inflation dont les travailleurs salariés feront les frais, mais aussi les retraités et les petits épargnants.

Contre le FN

Le FN s'adresse à la petite bourgeoisie, aux petits et moyens capitalistes, pour défendre en réalité le capital national et à cette fin pour renforcer les fonctions répressives de l'État.

À ce titre, ce parti est un ennemi des travailleurs. Il est favorable à un affaiblissement des syndicats ouvriers, il veut une association entre capital et travail, il divise la classe ouvrière en s'en prenant aux travailleurs étrangers, il la trompe en désignant l'UE comme coupable en lieu et place de la bourgeoise française et des gouvernements à son service.

Le mouvement ouvrier ne peut le combattre en imitant son programme (à la façon de Mélenchon) mais en revenant au sien : mêmes droits pour tous les travailleurs, baisse du temps de travail avec embauche, fin des interventions militaires, ouverture des frontières, expropriation du grand capital, République des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe.

8 février 2017

Turquie : Non au régime d'un seul homme



La liberté viendra de la lutte des travailleurs

Le samedi 21 janvier, le projet de modification constitutionnelle a été approuvé au Parlement avec 339 voix grâce au soutien de l'AKP [parti du gouvernement musulman-conservateur] et du MHP [ultranationaliste]. Avec ce vote qui n'a même pas respecté le règlement interne du Parlement, les attaques physiques contre les députés d'opposition et la censure à la télévision du Parlement, le processus référendaire qui constitue le dernier virage vers le système présidentiel a démarré.

Le vote au Parlement montre dans quelles conditions le référendum aura lieu. Avec la nouvelle Constitution, c'est-à-dire le régime présidentiel, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire seront rassemblés chez un seul homme. Dans le système présidentiel, il n'y aura pas de Premier ministre ou de Conseil des ministres. Le président de la République aura le pouvoir de promulguer des lois, de dissoudre l'Assemblée nationale, de décréter l'état d'urgence, de nommer 6 des 13 membres du Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK) ainsi que de nommer les responsables du secteur public. Cela porte un nom : « la dictature d'un seul homme », c'est-à-dire la concentration des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire en un seul homme.

Ce paquet constitutionnel sera soumis à référendum au mois d'avril. Nul besoin d'être voyant pour deviner quel sera le climat de censure et de répression lors du processus référendaire sous l'état d'urgence. Erdoğan, depuis qu'il est au pouvoir, a toujours avancé en désignant une partie de la population comme cible et en prétendant être une victime. À mesure que ses visées impérialistes ont augmenté, son but de devenir président et son autoritarisme se sont également intensifiés. À partir du moment où il a été Président de la République, il a toujours élargi le but de sa « Présidence ». Le but fondamental du régime Erdoğan est devenu le système présidentiel et toute sa stratégie politique a été tournée vers ce but. C'est d'ailleurs avec cet objectif qu'il a participé aux élections du 7 juin où il a été battu, ce qui l'a conduit à repousser son objectif à des jours meilleurs. Mais sa politique d'après le 7 juin a évolué pas à pas vers un régime présidentiel *de facto*.

À la suite à la défaite du 7 juin, n'appréciant pas les résultats de l'élection, il a réenclenché la sale guerre coloniale contre le peuple kurde. Cette guerre coloniale au Kurdistan est repartie de plus belle de là où elle s'était arrêtée. Il a cherché à renforcer le nationalisme et le racisme envers les Kurdes en transformant les villes kurdes en villes moyen-orientales envahies. Il a accusé tous les secteurs de la société qui s'opposaient à lui de terrorisme et les a réprimés. Le climat de guerre au Kurdistan s'est répandu à toute la Turquie avec des attaques suicides à la bombe. Après chaque attaque à la bombe, a été diffusée la propagande selon laquelle pour davantage de sécurité et de tranquillité la seule issue serait le système présidentiel, tentant systématiquement de créer de l'approbation pour ce système dans la population. Avec les attentats suicides à la bombe, la voie menant au système présidentiel a été pavée.

Au fur et à mesure que la répression s'abattait sur l'opposition sociale, la vie du peuple kurde et celle des travailleurs s'est transformée en enfer. La guerre coloniale au Kurdistan s'est accompagnée des migrations des populations, des administrateurs nommés à la place des élus et de la prise en otage des représentants élus. À mesure que la répression s'aggravait, la pression sur le droit de s'organiser, de grève, ou syndical a drastiquement augmenté et en utilisant des politiques néo-libérales, tous les droits conquis des travailleurs ont été repris un à un.

Avec la tentative de putsch qui a échoué le 15 juillet, Erdoğan a commencé l'application dans les faits de son système présidentiel. La Turquie a évolué vers un régime dirigé par l'état d'urgence et les ordonnances. Les administrateurs nommés, les purges, la pression sur la presse, les gardes à vue, la prise en otage des députés élus se sont transformés en politique de gestion habituelle. Avec le processus référendaire, le dernier virage vers la mise sous garantie constitutionnelle du régime présidentiel *de facto* a commencé. Avec sa politique étrangère qui a échoué sur toute la ligne, l'échec de ses visées impérialistes au Moyen-Orient et la crise économique qui grossit comme une boule de neige impossible à arrêter, le régime d'Erdoğan est devenu incapable d'accepter et de gérer la moindre opposition. Il est à un niveau qui ne permet même plus d'obtenir de l'approbation dans la population grâce à des promesses.

Référendum : quel non ?

Le salut de la dictature d'Erdoğan dépend de ce référendum. Avec le régime présidentiel, il a besoin d'une dictature qui s'enracine et de diriger sans être accroché par la moindre opposition. Il ne lui est plus possible de gouverner autrement. La dictature d'Erdoğan n'a rien d'autre à offrir à la société que la guerre, la mort, la destruction économique, la répression et l'ex-

ploitation. Car la dictature d'Erdoğan est désormais un cadavre en putréfaction. Les lois physiques ne s'appliquent malheureusement pas à l'arène politique. Ce cadavre en putréfaction ne disparaîtra pas tant qu'on ne le renversera pas, tout comme le système capitaliste impérialiste qui l'a engendré. Les promesses et les arguments que la dictature d'Erdoğan utilise pour créer de l'approbation dans la population sont passés de mode. Il ne parvient pas à les remplacer. La stabilité, la sécurité, la tranquillité, une Turquie forte, la fin du terrorisme, tous ces arguments sont désormais épuisés. Toutes ses visées impérialistes au Moyen-Orient se sont effondrées. La place qu'il va occuper dans la politique étrangère reste incertaine. La livre turque est devenue la devise qui perd le plus de sa valeur au monde, et la note de crédit de la Turquie baisse de jour en jour. Dans ce contexte, elle avance vers une crise impossible à arrêter et à dissimuler. Même les cibles désignées avec un discours raciste et nationaliste ne parviennent pas à cacher cette crise. Les démagogies éculées comme la sécurité ou faire corps contre le terrorisme ont perdu toute crédibilité dans une large partie de la population à la suite des attaques-suicides à la bombe qui sont devenues une routine.

Désormais, pour de grandes parties de la population, l'opinion suivante commence à s'enraciner : « tu es au pouvoir depuis 15 ans, tu as tous les pouvoirs, vas-tu résoudre avec le régime présidentiel les problèmes que tu n'as jamais réussi à résoudre ? » Il est désormais très clair que le système présidentiel n'est pas une baguette magique. Le référendum ne sera pas facile du tout pour le régime Erdoğan qui ne parvient pas à se dépêtrer de la crise politique et économique. Ses propres entreprises de sondage indiquent d'ailleurs que la situation est sombre.

La possibilité du non, l'opportunité pour l'opposition sociale de gagner en force sont notables. Les voix du non venant de différentes classes sociales augmentent de façon palpable. Les motifs du non de chacun sont différents. Nous, communistes, à la différence de classes diverses exprimant le non, devons construire les pas pratiques du non selon une perspective de classe et dans le cadre de notre programme. L'écrasante majorité de l'aile « noniste » construit son opposition à partir de la République, de la laïcité, de l'ordre constitutionnel, de l'autorité de la loi, de la réaction à l'intervention dans le style de vie de chacun. En dernière analyse, l'essence de ces revendications est : « que l'AKP et Erdoğan s'en aillent, mais que le système qui les a créés reste ».

Les revendications mises en avant sont en recul même par rapport aux revendications pour une démocratie bourgeoise minimale. Elles ne vont pas plus loin que la défense des privilèges détenus par certains dans la société. Une campagne pour le non se nourrissant des paradigmes kémalistes comme la laïcité et le style de vie sécularisé pourrait prolonger le régime d'Erdoğan. Une campagne référendaire fondée sur la laïcité, la République, le combat entre progressisme et réaction, face au régime d'Erdoğan qui a bâti sa propre existence sur la polarisation de la société, revient à offrir à l'AKP les couches travailleuses indécises qui ont déjà voté AKP.

Les communistes défendent les intérêts historiques et politiques de l'ensemble de la classe ouvrière. Ils ne peuvent aborder le référendum que sur une ligne d'opposition à Erdoğan, sans perspective de classe. Ils ont un problème non seulement avec Erdoğan mais également avec la classe et l'ordre qu'il représente. Ils défendent le renversement de cet ordre par la classe ouvrière au moyen de méthodes révolutionnaires. Ils considèrent que le processus référendaire est un contexte dans lequel les travailleurs et une grande partie des opprimés parleront de politique. Ils définissent ce processus comme un processus qui permet d'organiser la direction politique de la classe ouvrière. Le référendum n'est pas tout. Il n'est pas l'élément qui permettra à lui seul l'effondrement du régime d'Erdoğan. Mais il contient la possibilité de le faire reculer et de démarrer son renversement. Pour gagner cette possibilité, notre tâche révolutionnaire dans la période actuelle est d'exposer la politique d'Erdoğan en partant des problèmes du moment de la classe ouvrière, de faire entrer les revendications appropriées dans l'ordre du jour des masses travailleuses et de travailler de toutes nos forces à leur organisation.

Non à la dictature d'un seul homme !

Non aux ennemis des ouvriers dans les usines, les campus, les lycées !

Non au vol avec le système obligatoire de retraite individuelle !

Non aux licenciements, aux réductions de salaires, à la sous-traitance des ouvriers !

Non aux interdictions de grève, de réunion, de manifestation, de marche collective !

Non à la location d'ouvriers, au vol au moyen de cartes de crédits !

Non à la guerre coloniale au Kurdistan !

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

Non à la guerre, à la destruction, à l'exploitation, au chômage !

7 février 2017, Patronsuz Dünya
(Monde sans patron / Turquie)

Syrie & Irak : Déclaration internationale sur la chute d'Alep et le siège de Mossoul

Solidarité avec les travailleurs, paysans et jeunes syriens !

À bas le régime d'Assad !

À bas toute intervention impérialiste !

À bas le Front Fatah al-Cham et les autres islamo-fascistes !



Le 13 décembre 2016, les forces du régime bassiste de Bachar Al-Assad, avec l'aide des troupes du Hezbollah du Liban, les milices chiites d'Iran et l'appui décisif de l'impérialisme russe sont parvenues à reprendre Alep. Personne ne peut dire combien de personnes ont fui depuis le début de l'attaque de cette ville autrefois prospère. À l'est, il devait vivre encore 250 000 personnes quand les troupes d'Assad sont entrées. Des mois de siège ont abouti à un effondrement des soins, du ravitaillement, des logements, des équipements. Les frappes des hélicoptères de l'armée syrienne et des avions de l'armée russe, de l'artillerie, ainsi que les exactions des milices djihadistes ont entretenu une atmosphère de terreur inimaginable.

Les régimes islamistes de Turquie et du Golfe arabo-persique, les impérialismes américain et ouest-européens ont clairement soutenu les salafistes et les djihadistes, par des armes et des renseignements. Ils ont même rebaptisé les affiliés d'Al-Qaida, qui était la cible de la « guerre contre le terrorisme » après septembre 2001, en garants de l'établissement de la paix dans la région.

À partir de la fin de 2006, le but de la politique extérieure étasunienne était de déstabiliser *« le gouvernement syrien par tous les moyens disponibles »* (*Wikileaks*). Ceci a impliqué de fomenter des conflits fanatiques entre sunnites et chiites, d'encourager toute hostilité au régime du Baas, d'organiser l'assistance des « forces d'opposition » par les monarchies du Golfe et les États-Unis. Les maîtres wahhabites de l'Arabie saoudite ont eu les mains libres pour financer, armer et entraîner toutes sortes de bandes islamistes.

En 2011, dans le flux des protestations de masse de Tunisie et d'Égypte qui ont conduit à la chute des deux régimes dictatoriaux, se produisit en Syrie une mobilisation plus modeste. En particulier, le centre de Damas n'a guère été affecté. Le régime des Assad, avec une brutalité inégalée, a immédiatement écrasé les manifestations. Le manque de partis ouvriers révolutionnaires dans la région a conduit toutes les tentatives des masses pour renverser le joug des oppresseurs locaux et de leurs protecteurs impérialistes à l'échec. La responsabilité principale en incombe au stalinisme. Depuis les années 1930, les partis communistes des pays semi-coloniaux ont subordonné les intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie nationale au nom de la « révolution nationale » ou de « l'anti-impérialisme », faisant de la classe ouvrière un auxiliaire de la bourgeoisie locale.

Après le renversement du Shah par la révolution en Iran (1978) et la contre-révolution fasciste chiite conduite par le clergé (1979), l'impérialisme américain a essayé, en s'appuyant sur ses principaux alliés dans la région, Israël et l'Arabie, d'y retrouver son influence. Les impérialistes n'ont jamais été très regardants sur le choix de leurs atouts locaux, si bien que les mêmes bandes islamo-fascistes qui étaient dénoncées la veille comme terroristes sont saluées aujourd'hui comme « combattants de la liberté ». De même que le soutien des États-Unis aux moudjahidines anticommunistes en Afghanistan dans les années 1980 a propagé l'islamo-fascisme, son invasion en Irak en 2003 a poussé des officiers dans la clandestinité où ils ont constitué l'état-major de Daech.

Alors que le contrôle impérialiste de la région était ébranlé, le gouvernement israélien en a profité pour dominer davantage la Cisjordanie et déclencher de violentes offensives envers la population palestinienne à Gaza en 2008, 2012, 2014. En Turquie, un État membre de l'OTAN, les fractions cléricales de la bourgeoisie ont établi un régime islamiste. Un objectif du nouveau régime, dans la continuité de la fraction kémaliste de la bourgeoisie, est d'empêcher l'émergence d'un État kurde au détriment de son territoire ou même à sa frontière syrienne. Les différents partis bourgeois kurdes essaient de jeter les bases diplomatiques d'un Kurdistan indépendant par des alliances militaires avec tel ou tel impérialisme, avec tel ou tel pouvoir régional. La lutte héroïque des travailleurs kurdes en Syrie, en Turquie, en Irak et en Iran est ainsi fourvoyée dans des manoeuvres diplomatiques qui conduisent fatalement à la trahison des intérêts des masses kurdes.

Avec l'intervention militaire directe de l'impérialisme russe en Syrie en septembre 2015, la situation s'est aggravée. Dans leur lutte pour le partage du monde, les impérialismes américain et russe se défient, après l'Ukraine, en Syrie et en Irak. La bataille pour le contrôle de l'ouest de l'Asie par des impérialismes opposés et des États bourgeois rivaux (Syrie, Iran, Irak d'un

côté ; Arabie saoudite, Qatar, Turquie de l'autre) se déroule au détriment des travailleurs, des femmes, des vieux, des enfants. Le nettoyage ethnique, l'extermination des minorités nationales ou religieuses ont poussé des millions de femmes et d'hommes à fuir. Ils sont déplacés dans leur propre pays ou réfugiés dans d'autres.

Les abominations et la marche à la barbarie causées par la domination du système impérialiste en Asie de l'Ouest ont alimenté des raisonnements absurdes et dangereux chez les centristes de tout genre dans le monde.

D'un côté, ceux qui justifient un « front uni anti-impérialiste » avec l'islamisme, puisqu'ils sont censés être des combattants conséquents contre « l'impérialisme ». Sous différentes variantes, telle est la position de la LOI argentine et de sa FLTI, du CWG néo-zélandais et de son CLC, du RKOB autrichien et de sa TICR… Le prétendu FUAI, selon ces opportunistes, serait le seul moyen de défendre une mythique « révolution syrienne » qui durerait depuis plus de 5 ans sans parti ouvrier révolutionnaire ni même d'activité de la classe ouvrière.

De l'autre côté, on trouve des « révolutionnaires » comme le britannique SF et son CLQI, le site américain WSWS et sa « 4e Internationale » qui défendent le régime, présentant comme un « front uni anti-impérialiste » leur soutien au tortionnaire de masse Assad et à ses béquilles réactionnaires (l'Iran islamiste et la Russie impérialiste).

Pendant que, dans les pays impérialismes occidentaux, les gouvernements, les principaux partis et les médias de masse versent des larmes de crocodile sur la « catastrophe humanitaire » d'Alep, ils cachent que c'est la même situation à Mossoul, la deuxième ville d'Irak. *« Depuis le début des opérations à Mossoul qui ont débuté le 17 octobre, au moins 99 300 Irakiens ont été déplacés »* (ONU, 16 décembre). Les bombardements répétés par les forces irakiennes, étatsuniennes, françaises, britanniques et canadiennes détruisent l'agglomération et infligent forcément de nombreuses victimes aux civils.

Les armées irakienne, américaine, britannique, kurdes veulent reprendre Mossoul à Daech, non parce que celui-ci est clérical et oppresseur, mais parce qu'il prétend combattre toutes les puissances étrangères et en finir avec les frontières héritées du colonialisme. Un des objectifs de la coalition est probablement d'obliger les troupes de l'État islamique à partir en Syrie et d'y affaiblir le régime ainsi que les positions iraniennes et russes. D'ailleurs, il semble que Daech, à l'occasion de l'offensive de ces derniers contre Alep, ait repris le contrôle de Palmyre.


Mossoul (Irak)

Pour montrer sa solidarité avec les masses syriennes, la classe ouvrière internationale doit imposer des fronts des syndicats et des partis ouvriers pour ouvrir les frontières aux réfugiés, pour combattre l'impérialisme dans son propre pays, pour s'opposer à toute intervention aux côtés d'un camp ou de l'autre, pour imposer le retrait immédiat de tous les avions, navires, forces spéciales impérialistes. En même temps, le mouvement ouvrier ne doit faire aucune concession à la peu laïque bourgeoisie panarabe ou à la bourgeoisie hyper-réactionnaire panislamiste.

« L'ennemi principal est dans notre pays » est le principe de base du prolétariat international. Il montre la voie pour la victoire, le renversement de la bourgeoisie, la proclamation d'un gouvernement ouvrier et paysan en Irak et en Syrie, l'établissement de la fédération socialiste du Proche-Orient et de la république universelle des conseils.

18 décembre 2016

Collectif révolution permanente

Patronsuz Dünya (Turquie)

Tendência Marxista-Leninista (Brésil)

Du plan **Colombie** à la défaite des FARC



L'accord de « paix » conclu entre les FARC-EP et le gouvernement de Santos sous l'égide de la Norvège et de Cuba et l'accompagnement du Venezuela et du Chili, a mis un point final aux actions militaires des FARC. Cet accord renforce l'État bourgeois colombien en tant que garant des intérêts de la bourgeoisie nationale et des firmes transnationales dans un pays où toutes les organisations et tendances politiques qui font la vie publique reconnaissent que la démocratie bourgeoise est le système politique grâce auquel elles peuvent régler leurs différends politiques, au moyen d'élections qui déterminent le type de gouvernement appelé à guider le pays dans le cadre de l'État bourgeois colombien.

En guise d'analyse provisoire et importante pour bien saisir ce que représente l'accord de paix conclu avec les FARC, il faut dire qu'il constitue l'aboutissement d'une partie de l'offensive impérialiste nord-américaine pour rétablir son hégémonie sur tout le continent, ce qui passe par le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, la victoire de Macri en Argentine, de Temer au Brésil, par le maintien de la pression sur le gouvernement de Maduro au Venezuela ainsi que par la défaite du projet démocratique bourgeois tenté par les FARC qui ne sont parvenus à atteindre aucun de leurs objectifs.

Cet accord a été précédé par le célèbre Plan Colombie (1999-2015), une stratégie de la bourgeoisie colombienne soutenue par l'impérialisme pour affaiblir les forces rebelles et les amener à déposer les armes afin qu'elles cessent d'être un obstacle à la récupération par l'impérialisme et ses acolytes indigènes de vastes territoires jusqu'alors aux mains des insurgés, pour investir dans l'agriculture et les industries extractives. De la même façon, la pression mise sur l'autre groupe important de guérilla de Colombie - l'ELN – a été accentuée afin de l'amener à renouer le dialogue, maintenant public avec l'Équateur, pour le contraindre lui aussi à déposer les armes, pour neutraliser et démobiliser ses forces.

Le plan Colombie fut élaboré sous le gouvernement du président colombien Andrés Pastrana et celui du nord-américain Bill Clinton, afin d'éliminer les groupes de guérilleros, par-dessus tout celui des FARC-EP qui se trouvait alors à son apogée avec un effectif d'environ 22 000 guérilleros. Il visait à réduire la propagation de la culture de la drogue, en développant une politique de compensation sociale pour les producteurs qui accepteraient de se tourner vers d'autres cultures. Le but de cette politique restait l'affaiblissement des FARC. La majeure partie des 9 milliards de dollars nord-américains et des 12 milliards alloués par l'État colombien durant 15 ans ont ainsi servi à renforcer les forces armées colombiennes. 71 % sont allés à l'armée et à la police, le restant étant destiné aux projets naissants de productions de substitution aux cultures illicites.

On nous présente cet accord comme une victoire de la démocratie bourgeoise et des institutions colombiennes alors que, comme nous le rappelions plus haut, c'est l'aboutissement d'un processus d'usure des forces de guérilla qui a duré 15 ans, depuis leur apogée en 2002, quand les FARC-EP réalisaient des opérations d'envergure comme des attaques de chefs-lieux de départements, des barrages de routes centrales, etc., jusqu'à ce qu'elles voient leurs forces réduites de plus de 68 % en 2014 et leurs capacités de pression et de négociation s'évanouir par suite de leur incapacité à réitérer les mêmes exploits. Le succès militaire du Plan Colombie est incontestable, tout autant que le service rendu aux intérêts des propriétaires fonciers colombiens. Durant le déroulement de l'opération, particulièrement sous les 2 mandats d'Álvaro Uribe Vélez (2002–2010), les déplacements d'indigènes et de paysans dans les zones de conflit, ont été les plus importants de l'histoire. Sur les 7,5 millions de déplacés depuis la décennie 1980, approximativement 4,5 l'ont été entre 2002 et 2010. Depuis leur unification au niveau national en 1997, pour former les AUC, les Unités d'auto-défense colombiennes, les différents groupes paramilitaires ont été coordonnés avec l'armée pour faire le sale boulot contre la population et, dans le cadre du Plan Colombie, commencer à frapper les FARC de façon durable et résolue en augmentant les déplacements des populations civiles, contraintes de fuir les massacres perpétrés par les AUC avec la complicité du gouvernement colombien.

Les confiscations de terres au cours des 20 dernières années de conflit armé dépassent 6 millions d'hectares. La majeure partie a été le fait des AUC durant le Plan Colombie. Cette spoliation a bénéficié à la famille d'Uribe Vélez et à d'autres groupes de propriétaires fonciers, ainsi qu'aux multinationales minières et agro-alimentaires.

La loi de restitution approuvée en 2011 n'a rien tenu de ses promesses.

> *Parmi les entreprises qui ont bénéficié de la violence pour acquérir des terres ou des concessions minières, figurent la Continental Gold, l'Anglogold Ashanti, la Sociedad Agropecuaria Carmen de Bolívar, la Exploraciones Chocó Colombia et diverses sociétés de palmiculture. Les paramilitaires sont responsables de 81 % des confiscations de terres, la guérilla de 9 % … À ce rythme, en 2021 (date d'échéance de la Loi 1448) on aura tout juste atteint 4,4 % des demandes de restitutions.* (*El Espectador,* 31 juillet 2015)

Le Plan Colombie a atteint les principaux objectifs que s'étaient fixés l'impérialisme et la bourgeoisie colombienne en grande partie grâce à l'abandon de toute politique de regroupement des forces sociales sur la base d'un programme révolutionnaire ou d'un programme démocratique bourgeois qui impliquerait la réforme agraire dans les zones influencées par la guérilla en lien avec le mouvement ouvrier et populaire des villes. En 1993, la huitième Conférence des FARC-EP a adopté la proposition *« d'une plateforme de gouvernement pour la reconstruction et la réconciliation nationale ».* Il ne s'agit pas là du programme de classe révolutionnaire mais d'un programme de réconciliation nationale, c'est-à-dire, d'un programme pour la « démocratisation » de l'État et des politiques publiques. Cette politique des FARC s'est traduite dans la pratique par le renforcement de son appareil militaire et le développement d'extorsion de fonds aux propriétaires fonciers, aux narcotrafiquants, etc., pour financer son immense appareil armé. Les FARC se prétendent une organisation basée sur une vision du « marxisme léninisme ».

> *Les FARC-EP appliquent à la réalité colombienne les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et se guident sur eux ...* (FARC-EP, *Statuts,* 1982, article 2)

Leur programme agraire revendique la prise du pouvoir pour constituer un gouvernement démocratique anti-impérialiste et de libération nationale.

> *Nous invitons les paysans, les ouvriers, les employés, les étudiants, les artisans, les petits industriels et négociants, la bourgeoisie nationale qui est disposée à combattre l'impérialisme, les intellectuels démocrates et révolutionnaires, tous les partis et les courants de gauche et du centre... pour un gouvernement démocratique de libération nationale.* (FARC-EP, *Programme agraire,* 1993, chapitre 8)

Un programme qui n'est en rien socialiste. Au-delà des déclarations, leurs forces ont-elles été utilisées pour promouvoir la lutte pour cet objectif révolutionnaire ? Nous pensons que non. Le développement de relations avec des secteurs bourgeois et contre-révolutionnaires (le prélèvement de tributs auprès des propriétaires fonciers, des narcotrafiquants, des exploiteurs de mines illégales), n'a contribué en rien à la lutte pour une véritable réforme agraire en Colombie. La bourgeoisie a utilisé la présence militaire de la guérilla pour mettre en oeuvre le Plan Colombie comme mécanisme pour imposer ses intérêts au peuple colombien et établir une base sûre pour leur défense. Tel est le legs du FARC au peuple paysan colombien, en même temps que la défaite qui achève de le faire souffrir avec les accords de paix.

Aujourd'hui l'impérialisme dispose, en Colombie, de la seconde armée la plus puissante d'Amérique du Sud et celle qui a le plus d'expérience au combat, un État fort et stable qui a liquidé « pacifiquement » les groupes illégaux. Il s'est débarrassé des AUC paramilitaires en 2006 après qu'elles ont récupéré pour la bourgeoisie des millions d'hectares de terre cultivables en délogeant des millions de paysans. L'État colombien a dépouillé les paysans des meilleures terres et les a offertes au 1,57 % de propriétaires qui détient 52 % des terres cultivables de Colombie.

La question des cultures illégales *« a été un échec »* du point de vue des objectifs du Plan Colombie. Entre 2000 et 2003, les surfaces de cultures illégales sont passées de 163 000 à 86 000 hectares, surfaces qui se sont plus ou moins maintenues à ce niveau jusqu'en 2009 où elles s'établissent à 73 000. Le point le plus bas se situe à 48 000 en 2012, mais en 2014 le nombre officiel d'hectares cultivés remonte à nouveau pour atteindre 69 000. La quantité de tonnes produites n'a diminué que de 680 tonnes dans les années 2 000 à 600 tonnes en 2007. Il y a eu une amélioration dans le rendement à l'hectare et une partie des cultures a été transférée à la frontière avec l'Équateur, le Brésil et le Pérou.

Le recours à des méthodes de pulvérisation par avion -à l'aide de glyphosates d'abord puis d'autres herbicides ensuite- qui non seulement contaminaient l'eau mais étaient nocives pour les paysans de ces zones, ont été quasiment les seules méthodes utilisées jusqu'en 2003 quand fut adoptée l'éradication manuelle des cultures, mais jusqu'à l'année passée, la fumigation était encore la méthode la plus utilisée contre les cultures illicites.

L'impérialisme s'en est servi pour liquider les grands cartels qui menaçaient l'autorité de l'État colombien. Il lui a permis non seulement de régler quasiment la question des FARC mais en outre, de « mettre de l'ordre » dans le commerce de la drogue qui a toujours fonctionné à son profit. Ainsi en Afghanistan comme dans d'autres pays, les cultures de drogues ont été utilisées pour financer des opérations terroristes contre des peuples frères. Voir l'affaire Iran-Contra [trafic de drogue dans les années 1980 par la CIA sous la présidence de Reagan pour financer, malgré la loi américaine, la contre-révolution au Nicaragua].

Dans un sens, cette victoire de l'impérialisme peut aider les masses et le prolétariat colombien à édifier sa propre alternative marxiste-révolutionnaire. Sans les FARC et l'ELN sur sa route, la lutte pour la révolution prolétarienne peut reprendre vigueur et dégager une véritable direction pour les exploités. C'est sans doute pour cela que l'impérialisme et la bourgeoisie autorisent les FARC à se constituer en parti politique car ils vont avoir besoin, à leur gauche, comme pièce de rechange de l'État bourgeois colombien, d'un parti qui capte les voix des masses et des travailleurs dans les élections.

23 novembre 2016, Corriente Socialista Revolucionaria
El Topo Obrero / Venezuela

1916-1917
La lutte contre la boucherie inter-impérialiste

Hécatombes sur tous les fronts

Les grandes puissances ont entrepris en 1914 de se disputer l'Europe et le monde [voir *Révolution communiste* n° 5]. La guerre qui devait être courte, selon la propagande des états-majors et des gouvernements, dure et s'étend. Le Portugal se joint aux Alliés en mars 1916, la Roumanie en août et la Grèce en novembre, les États-Unis en avril 1917. Les classes dominantes, pour tenter de vaincre, imposent des sacrifices grandissants à leur population, aux jeunes et moins jeunes hommes d'abord, mais aussi aux ouvriers, employés, paysans des deux sexes de l'arrière.

La Grande-Bretagne, qui n'a pas assez de mercenaires professionnels et de soldats volontaires (pourtant nombreux en 1914), instaure en janvier 1916 le service militaire obligatoire des hommes célibataires, puis en mai des mariés. L'exception se limite aux travailleurs qualifiés de l'industrie, les syndicats étant chargés de gérer les exemptions. De même, le Premier ministre Lloyd George (Parti libéral) associe plus étroitement le Parti travailliste au gouvernement d'union sacrée. Pour des millions de travailleurs enrôlés dans la guerre (citoyens des puissances impérialistes européennes, membres des nations opprimées d'Europe et « indigènes » des colonies), le quotidien est la boue des tranchées, les copains morts ou mutilés au cours d'offensives inutiles.

Les armes s'améliorent, l'industrie britannique et française invente le char d'assaut, la guerre chimique inaugurée en 1915 est perfectionnée en juillet 1917 avec l'emploi de l'ypérite par l'armée allemande.

Sur le front ouest, l'armée allemande déclenche en février 1916 la bataille de Verdun qui dure jusqu'en décembre et cause 300 000 morts à elle seule. Elle est suivie, de juillet à novembre, par l'offensive franco-britannique de la Somme au cours de laquelle 440 000 soldats sont tués. En avril 1917, l'armée française échoue au Chemin des Dames (Aisne), ce qui entraîne des mutineries. Des centaines de soldats sont emprisonnés, voire exécutés, pour refus de combattre. L'armée britannique n'a pas plus de succès à Passchendaele (près d'Ypres en Belgique) en juillet 1917.

Peu à peu, la marine de guerre britannique l'emporte sur l'allemande et bloque les échanges maritimes de l'Allemagne. Des affrontements se déroulent aussi dans les Balkans, dans les Alpes, en Irak (où l'armée turque bat l'armée britannique) et dans l'est de l'Europe.

> *Le front oriental, plus étendu, moins densément peuplé et moins facile à fortifier, ne présente pas un caractère aussi bloqué. Des avancées s'y succèdent : austro-allemande en 1915 ; russe, avec l'offensive Broussilov de juin 1916. Mais aucune opération décisive n'est véritablement livrée : l'armée russe, moins efficace et moins bien équipée, dispose de réserves d'espace et d'effectifs lui permettant de continuer le combat.* (André Loez, *La Grande Guerre*, La Découverte, 2010, p. 25)

Militarisation et racisme

Les États belligérants s'endettent sans compter. Les populations civiles souffrent de la priorité à l'économie de guerre et des blocus maritimes, en particulier celles des Empires centraux. Les salaires n'ayant pas suivi l'inflation, les conditions de vie des salariés ont empiré. Dans le même temps, les dividendes des groupes capitalistes augmentent, les patrons des industries d'armement et autres profiteurs de guerre bénéficient des commandes des armées. Toute une faune de fournisseurs du marché noir et autres « embusqués » fait la fête dans les meilleurs restaurants, loin des dangers du front. Les régimes « démocratiques » (Grande-Bretagne, France, Italie) connaissent des changements de gouvernement, tout en muselant la presse et en suspendant les libertés démocratiques tandis que les régimes autoritaires (Allemagne, Autriche, Russie) résistent aux réformes.

> *En Allemagne, le Reichstag put certes siéger et délibérer durant le conflit, jusqu'à ce qu'il adopte en 1917 une motion envisageant l'idée d'une démarche en faveur de la paix. Les généraux Hindenburg et Ludendorff imposèrent alors un véritable pouvoir absolu.* (Rémi Adam, *La Première Guerre mondiale*, LBC, 2010, p. 68)

Dans les régions occupées, les populations sont victimes d'atrocités (massacres, pogroms, boucliers humains, déportations de main-d'oeuvre, maison incendiées, évacuations forcées...). L'occupation de la Belgique et du Nord de la France est brutale, mais celle de la Lituanie, de l'est de la Pologne, de l'ouest de la Russie est pire, coloniale. En 1915, l'Empire russe déplace de force 500 000 Juifs.

> *Un processus de persécution plus extrême encore affecte les 2 millions d'Arméniens de l'Empire ottoman... Les dirigeants (Comité d'union et de progrès, dits Jeunes-Turcs) déclenchent début 1915 une politique de destruction dans l'ensemble de l'Empire, remodelé sur des bases ethniques. Une loi*

de déportation officialise en mai 1915 le processus génocidaire qui se traduit par des marches forcées vers la mort dans des zones désertiques d'environ 1 million d'Arméniens. (André Loez, *La Grande Guerre*, La Découverte, 2010, p. 41)

D'en bas, l'aspiration à en finir avec la guerre et ses atrocités monte. Elle trouve son expression plus ou moins affirmée dans le mouvement ouvrier, même si les principaux syndicats et la plupart des partis de l'Internationale ouvrière (LP britannique, POB belge, PS-SFIO français, SPD allemand, SDAP autrichien…) ont soumis les travailleurs à leur bourgeoisie [voir *Révolution communiste* n° 8].

Retour des grèves et des manifestations ouvrières

L'union sacrée s'affaiblit. Le 13 décembre 1915, lors de la réunion de la fraction parlementaire du parti socialiste allemand (SPD), 44 députés se prononcent contre le vote du budget de la guerre et, en séance publique au Reichstag, le 23 décembre, 18 rejoignent Otto Rühle et Karl Liebknecht qui avaient déjà voté contre en mars 1915 comme Liebknecht tout seul en décembre 1914 [voir *Révolution communiste* n° 11]. Le 2 février 1916, à Berlin, des incidents se produisent devant des boutiques vides.

Le 1er mai, le regroupement internationaliste le plus important d'Allemagne, le groupe Die Internationale (DI, fondé par Luxemburg, Zetkin, Mehring, Liebknecht fils, Duncker, Marchlewski, Jogiches…) appelle à une manifestation à Berlin contre la guerre impérialiste : plusieurs milliers d'ouvriers et de jeunes y répondent. Le conscrit Karl Liebknecht (député SPD dont le gouvernement a supprimé l'exemption du service militaire) prend la parole. Il est arrêté, mais, le jour de sa comparution devant le tribunal militaire, le 28 juin, des dizaines de milliers d'ouvriers des usines de guerre se mettent en grève à Berlin, à Brunswick et à Brême.

En juillet, à Borbeck, les mineurs débraient pour leurs salaires et leur exemple est suivi dans le reste de la Ruhr pendant l'été. Le 16 août, à Essen, un groupe d'ouvriers manifeste au cri de *« Vive Liebknecht ! »*. À Hambourg, éclatent des émeutes de la faim. À chaque fois, il y a des arrestations et des condamnations. À partir de septembre 1916, grâce à Jogiches, parait *Spartakusbriefe*.

En Russie, les députés des trois partis socialistes (POSDR-Bolchevik, POSDR-Menchevik, PSR) refusent en 1914 de soutenir la guerre du tsar qui jette les députés bolcheviks en prison. Les travailleurs, qui n'ont jamais cessé de s'agiter, retrouvent en 1916 les niveaux de grève de 1913. En février 1917, les ouvriers de Petrograd (St Petersburg) entrent en grève, des travailleuses manifestent pour avoir du pain. La deuxième révolution russe débute.


Nr. 1. September 1916.

SPARTACUS

Rosa Luxemburg, emprisonnée de mai 1916 à novembre 1918

La fraction internationaliste du SPD publie à partir de septembre 1916 les *Spartakusbriefe (Lettres de Spartacus)*

En Grande-Bretagne, les grèves reprennent. Le mouvement social est particulièrement vif en Écosse, où les délégués élus de la vallée de la Clyde échappent au contrôle de la bureaucratie syndicale (TUC). L'Irlande connait, après une grève férocement réprimée en 1913, une insurrection qui mêle lutte contre l'oppression nationale et revendications sociales en avril 1916 [voir *Révolution communiste* n° 17].

En France, des grèves se produisent à nouveau, dans la confection et l'industrie y compris dans le groupe De Dion-Bouton travaillant pour l'armement. Les ouvrières vont y faire grève du 29 juin au 10 juillet contre la baisse de leur rémunération et obtenir le maintien de leur salaire antérieur.

L'opposition grandissante des travailleurs à la guerre se nourrit de l'activité des rares partis et fractions fidèles à l'internationalisme et elle pousse à des réalignements dans le mouvement ouvrier.

Affirmation du mouvement socialiste contre la guerre

En septembre 1915, les opposants à la guerre issus de l'Internationale ouvrière et de ses sections tiennent une conférence à Zimmerwald [voir *Révolution communiste* n° 14]. Seule une minorité conduite par Lénine (POSDR-Bolchevik de Russie), Radek (SDKP-Roslamowcy de Pologne) et Zinoviev (POSDR-Bolchevik) se prononce clairement pour la révolution pour mettre fin à la guerre, pour une nouvelle internationale et des partis séparés des traîtres. La majorité de la conférence reste sur le terrain du pacifisme et du retour à la 2e Internationale d'avant-guerre, comme si elle n'avait pas fait faillite ; elle élit un Comité socialiste international (CSI) composé de Robert Grimm et Charles Naine (SPS de Suisse), Angelica Balabanov et Oddino Morgari (PSI d'Italie).

Malgré les attaques et la censure, les doctrines et les conceptions de Zimmerwald se frayèrent leur voie à travers les frontières des États belligérants et rassemblèrent un nombre croissant de partisans... (Olga Gankin & Harod Fisher, *The Bolsheviks and the World War*, Stanford University Press, p. 357).

Partout, les sociaux-chauvins aident désormais à la répression étatique. En Allemagne, la direction du SPD sanctionne les députés qui ont voté contre les crédits de guerre au Reichstag. Ceux-ci fondent une fraction pacifiste : le Groupe de travail social-démocrate (SDAG) avec Haase, Ledebour, Kautsky, Bernstein, Dittmann, Herzfeld, Vogtherr... Son aile gauche est constituée par le regroupement Die Internationale. DI a une direction prestigieuse et elle rallie des milliers de travailleurs. Par contre, la GR de Brème (autour de Johann Knief et Paul Frölich) et les ISD de Berlin (autour de Julian Borchardt) qui veulent rompre avec le SPD, restent peu nombreux. Lors de ses conférences de janvier et de mars 1916, DI adopte une position plus avancée que celle que Luxemburg défendait en 1915 puisqu'elle reconnait désormais le besoin d'une nouvelle internationale tout en persistant à vouloir redresser le SPD. Bref, DI se différencie en 1916 du POSDR-Bolchevik par son refus de toute revendication nationale et son opposition à la construction de partis séparés des sociaux-chauvins. En outre, elle se défausse sur les masses de la responsabilité de la construction de la nouvelle internationale.

La nouvelle Internationale qui doit se relever après l'effondrement de l'ancienne, le 4 août 1914, ne peut émerger que de la lutte de classe révolutionnaire des masses prolétaires dans les principaux pays capitalistes. (Rosa Luxemburg, *Résolution sur le caractère d'une nouvelle internationale,* mars 1916, *Œuvres* t. 4, Agone & Smolny, p. 65)

Dans les Pays-Bas, le parti majoritaire pro-allemand (SDAGP) connait en septembre 1915 une scission pour Zimmerwald (RSV) dirigée par Roland-Holst qui fusionne avec le SDP en mai 1916. En Grande-Bretagne, l'ILP publie le manifeste de Zimmerwald et se prononce pour « une paix démocratique ». La majorité du BSP se prononce pour le mouvement de Zimmerwald, tout en garantissant que le parti ne met pas en danger la défense nationale.

La France est singulièrement en retard puisque seul le comité de rédaction d'origine syndicaliste-révolutionnaire de *La Vie Ouvrière* (LVO) –Pierre Monatte, Alfred Rosmer et Marguerite Thevenet– s'oppose à la guerre dès 1914. Il noue des liens avec Trotsky qui publie en France *Naché Slovo* (NS). Dans le PS-SFIO, ceux qui commencent à se prononcer –tardivement– pour la paix, autour de Longuet et Pressemane, continuent à voter pour le budget de la guerre et se gardent d'adhérer au mouvement de Zimmerwald. Néanmoins, en novembre 1915, Bourderon convoque une réunion de militants du PS-SFIO pour rendre compte de Zimmerwald. Les fédérations CGT des métaux et du tonneau publient les résolutions adoptées à Zimmerwald sous forme d'une brochure.

Notre attente ne fut pas déçue. Des réponses vinrent, de partout, de tous les points du pays, des villes et de villages perdus, et de tous les pôles du mouvement ouvrier, des syndicalistes, des socialistes, des anarchistes, le plus souvent d'individualités, parfois d'organisations, de groupes déjà constitués... Des souscriptions accompagnaient souvent les lettres... Zimmerwald se frayait sa voie. (Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale,* LBC, t. 1, p. 403)

Ils constituent avec Trotsky le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI). Le CRRI, outre qu'il comporte, signe d'arriération, deux structures séparées (une pour le PS-SFIO, une pour la CGT) est pour le moins ambigu sur l'avenir comme l'indique son nom.

Au printemps 1916, le mouvement de Zimmerwald s'est renforcé : il comprend le SPS/PSS de Suisse, le PSI d'Italie, le PSR de Roumanie, les deux fractions du PSDB de Bulgarie, le PSP du Portugal, l'ILP et la majorité du BSP de Grande-Bretagne, le Bund de Russie et Pologne, le PSR et toutes les fractions du POSDR de Russie, l'ISL d'Afrique du Sud, le PPS-Lewica et les deux fractions de la SDKP de Pologne, le SLP et le SPA des États-Unis, la minorité VKM du SDAP d'Autriche, les minorités DI et SDAG du SPD d'Allemagne, le LSD de Lettonie...

Division des internationalistes sur la question nationale

L'aile internationaliste du mouvement socialiste contre la guerre fonde, aussitôt après la première conférence de septembre 1915, la Gauche de Zimmerwald (GZ) qui regroupe un parti implanté (le POSDR-Bolchevik de Russie), des organisations de taille plus réduites (le LSD de Lettonie, le SDKP-Roslamowcy de Pologne), une organisation de jeunesse (Suède), des petits groupes (une aile du SPS de Suisse, ISD d'Allemagne)...

Si, au sein de la 2e Internationale, Lénine n'avait été qu'une figure de deuxième et de troisième ordre, les circonstances de la guerre lui donnèrent une stature nouvelle. (Marcel Liebman, *Le Léninisme sous Lénine*, Seuil, 1973, t. 1, p. 149)

Le parti minoritaire des Pays-Bas (SDP qui publie *De Tribune*) a refusé de se rendre à la conférence de Zimmerwald. DI du SPD d'Allemagne, le groupe NS de Russie (intermédiaire entre mencheviks et bolcheviks), la gauche du PSI d'Allemagne, le groupe LVO de France... se tiennent à l'écart de la GZ parce qu'ils refusent de

rompre avec les centristes du type Kautsky, Haase, Ledebour, Martov, Longuet, Morgari…

La Gauche de Zimmerwald édite *Internationale Flugblätter* qui, dans son unique numéro de novembre 1915, publie les résolutions et le manifeste écartés par la conférence avec une introduction de Karl Radek. En s'appuyant sur le RSV et le SDP des Pays-Bas, la GZ lance la revue théorique *Vorbote* (*Précurseur*) qui n'aura que deux numéros.

Avant la guerre, la question coloniale divise déjà l'Internationale ouvrière, en particulier aux congrès de 1904 et 1907. En outre, l'indépendance scissionne l'Internationale en Pologne partagée alors entre trois empires (allemand, russe et autrichien). Le PPS fondé en 1892 et dirigé par Boleslaw Limanowski, Ignacy Daszyński, Józef Pilsudski est en fait un parti plus nationaliste que socialiste ; la SDKP, de taille plus réduite, fondée en 1893 par Rosa Luxemburg, Leo Jogiches, Julian Marchlewski, Adolf Warszawski s'oppose au mot d'ordre d'indépendance. Ainsi, lors du congrès international de Londres en 1896, Luxemburg, âgée de 26 ans, défie sur cette question –en allemand– nombre de cadres réputés. En 1899, le congrès du SDAP de l'Empire autrichien adopte la perspective d'une fédération garantissant une autonomie culturelle et nationale aux minorités. En 1903, le congrès du POSDR de l'Empire russe reconnait le droit des minorités nationales de se séparer.

Son indépendance d'esprit conduit Luxemburg à rompre avec Kautsky, le théoricien du SPD et le principal dirigeant de l'IO, dès 1911 à cause de son opportunisme alors que Lénine lui fait confiance jusqu'en 1914.

À partir de 1914, l'attitude à adopter envers les peuples opprimés ressurgit avec vigueur : les États impérialistes utilisent le sort malheureux de telle ou telle nation aux mains de leur adversaire, tout en oubliant leurs minorités opprimées et leurs colonies. Mais elle clive aussi les internationalistes : entre Gauche de Zimmerwald et DI du SPD ; au sein de la GZ entre POSDR-Bolchevik d'une part, le SDKP-Roslamowcy et le SDP de l'autre ; à l'intérieur du POSDR-Bolchevik, entre Lénine et Boukharine.

Luxemburg considère la revendication nationale comme incompatible avec l'internationalisme prolétarien, point de vue qu'elle développe dans *La Crise de la sociale-démocratie*, rédigée sous le nom de Junius en avril 1915. Ainsi, DI et le SDKP-Zarzadowcy défendent dans le mouvement de Zimmerwald la même orientation.

> *À l'époque de l'impérialisme déchaîné, les guerres nationales ne sont plus possibles. Les intérêts spécifiquement nationaux ne peuvent être invoqués et ne peuvent servir qu'à duper les masses travailleuses du peuple et les assujettir à leur ennemi mortel : l'impérialisme.* (Rosa Luxemburg, *Principes directeurs pour les tâches de la sociale-démocratie internationale,* décembre 1915, *Œuvres* t. 4, Agone & Smolny, p. 206)

Au sein du POSDR-Bolchevik, Boukharine, Piatakov et Bosch reprennent la position de Luxemburg à la conférence de Berne du parti en mars 1915 puis dans la revue *Kommunist*, mais ils restent minoritaires. Plus grave pour la Gauche de Zimmerwald, le SDKP-Roslamowcy soumet à la conférence de Zimmerwald de 1915 des thèses « luxemburgistes » et Radek développe les mois suivants le même refus de l'autodétermination.

> *La question conduisit Lénine et Radek à un affrontement direct et à la fin du projet commun « Vorbote »… L'échec de la revue laissa la GZ sans organe international pour développer ses vues.* (Robert Nation, *War on War*, 1989, Haymarket, p. 112, p. 114)

Lénine bénéficie de son effort théorique déclenché par la guerre et la trahison du SPD (*Cahiers sur Hegel,* 1914-1915 ; *Sur la question de la dialectique,* 1915). S'il subordonne la question de l'autodétermination nationale à la lutte des classes mondiales, il s'en saisit comme de toutes les autres aspirations démocratiques pour les transformer en armes dans la lutte révolutionnaire générale. Pour Lénine, il faut reconnaître le droit à la séparation des nations qui sont réellement opprimées, non pour multiplier des petits États qui seraient le jouet des grandes puissances, mais au contraire pour unir les travailleurs. Conforté par l'insurrection irlandaise, il combine la lutte des nations opprimées avec l'unité internationale du prolétariat dans la lutte pour le socialisme.

> *Pour être en mesure d'accomplir la révolution socialiste et de renverser la bourgeoisie, les ouvriers doivent s'unir étroitement et la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes favorise cette étroite union… Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale.* (Vladimir Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* juillet 1916, *Œuvres* t. 22, Progrès, p. 361, p. 383)

Conférence à Kiental, avril 1916

En septembre 1915, la Commission socialiste internationale (CSI) qui coordonne le mouvement de Zimmerwald déclare qu'elle est prête à se dissoudre dès que le

Bureau socialiste international de la 2e Internationale (BSI) recommencera à fonctionner. Mais DI d'Allemagne, le RSV et le SDP des Pays-Bas, NS de Russie, LVO de France… exigent du BSI plus d'action contre la guerre, si bien que la CSI élargie de février 1916 convoque une deuxième conférence internationale contre la guerre.

La 2e conférence est convoquée à Kiental, près de Berne (Suisse), du 24 au 30 avril 1916. Elle a une assise bien plus large que la première, même si de nombreux délégués ont à nouveau été empêchés de s'y rendre faute de visas (entre autres, Alfred Rosmer, Rosa Luxemburg et Lev Trotsky) ou parce qu'ils sont emprisonnés (comme les dirigeants des jeunes socialistes de Suède : Zeth Höglund, Erik Heden, Lars Oljelund). Le regroupement Die Internationale (DI) du SPD soumet deux résolutions issues de sa conférence de mars 1916, une sur la nouvelle internationale (Luxemburg, *Œuvres* t. 4, Agone & Smolny, p. 65), une sur les tâches des députés des partis socialistes (p. 66-67). Le POSDR-Bolchevik envoie des thèses adoptées en mars 1916 par son comité central (Lénine, *Œuvres* t. 22, Progrès, p. 183-194).

Le 26 avril 1916, sur la question de la paix, 7 projets sont soumis, dont un de DI et un autre de la GZ :

> *Tournez les armes contre l'ennemi commun : les gouvernements capitalistes.* (cité par Leonard Schapiro, *De Lénine à Staline,* 1960, Gallimard, p. 180)

Brizon (un député du courant pacifiste du PS-SFIO autour de Longuet) se fait remarquer en envisageant un vote contre les crédits de guerre à l'Assemblée nationale *« seulement si la situation militaire le permet »*, soulevant des huées dans l'assistance. La GZ soumet un projet de résolution, DI aussi. Le projet de Grimm, amendé par la GZ, est finalement adopté.

Le 28, la conférence de Kiental aborde la question la plus disputée de l'ordre du jour, celle des rapports avec le BSI de l'ancienne internationale.

> *C'était le point le plus important de l'ordre du jour parce que, dans cette forme, on décidait en réalité de l'existence de la 2e ou d'une 3e Internationale… Les chefs de toute la respectable bande des sociaux-chauvins ne peuvent pas ne pas songer à ce qui se passera après la guerre. Après la guerre, il leur est indispensable de « reconstituer » l'Internationale d'imposture, et il leur est indispensable de s'amnistier les uns les autres.* (Gregori Zinoviev, *Zimmerwald et Kiental,* 10 juin 1916, *Contre le courant,* Maspero, t. 2, p. 79, p. 81)

Deux résolutions sont soumises par la commission : la majorité de la commission composée d'Axelrod (POSDR-Menchevik), Hoffmann (SDAG du SPD), Lazzari (PSI) et Naine (SPS) définit le mouvement de Zimmerwald comme un instrument de pression sur la 2e Internationale et demande au BSI de s'opposer aux crédits de guerre, d'expulser les ministres de ses rangs, de renoncer à l'union sacrée et de se donner pour but une paix négociée ; la minorité de Lénine (POSDR-Bolchevik), Thalheimer (DI) et Warszawski (SDKP-Zarzadowcy) soumettent une résolution réfutant toute coopération avec le BSI.

> *Les uns estiment que la 2e Internationale a fait naufrage et que, dans le feu de la guerre mondiale, se forgent les premiers éléments d'une 3e Internationale, affranchie de l'opportunisme et du nationalisme. Les autres n'ont compris ni le caractère de la guerre ni le caractère de la crise vécue par le socialisme.* (Gregori Zinoviev, *Zimmerwald et Kiental,* 10 juin 1916, *Contre le courant,* Maspero, t. 2, p. 83)

La motion de la majorité de la commission obtient seulement 10 voix, celle de la minorité 12, une autre résolution intermédiaire présentée par Lapinski (PPS-Lewica) obtient 15 voix. Pour sortir du blocage, les partisans de la résolution de la minorité de la commission s'abstiennent (Lénine, Radek…) ou votent pour celle de Lapinski (Zinoviev, Meyer…) moyennant une explication de vote commune DI-GZ. Cette position est adoptée à la quasi-unanimité.

Une nouvelle commission aboutit à une synthèse qui demande une *« paix immédiate et sans annexions »* aux gouvernements et aux parlements belligérants. Cependant, elle analyse la guerre comme le produit inévitable du capitalisme, se prononce pour la fin immédiate de la participation des socialistes aux gouvernements d'union sacrée et le refus de voter les crédits de guerre. Ce manifeste est adopté à l'unanimité quoique la GZ soumette une critique signée par Armand, Lénine, Zinoviev (POSDR-B de Russie), Bronski, Radek, Stein (SDKP-R de Pologne), Frölich (GR d'Allemagne), Kaclerovic (PSDB-Tesni de Bulgarie), Platten (SPS/PPS de Suisse). Enfin, la conférence vote une motion de solidarité envers toutes les victimes de la répression bourgeoise.

Après la conférence de Kiental

Le mouvement de Zimmerwald reste paralysé par l'incapacité à rompre avec le social-impérialisme, à lutter contre la guerre par la révolution prolétarienne, à construire une nouvelle internationale.

> *Les thèses adoptées par la conférence sont dirigées dans leur ensemble contre le social-pacifisme, contre le kautskysme. Mais cela ne signifie pas encore que Zimmerwald en ait fini une fois pour toutes avec les utopies du social-pacifisme. Non, les récidives ne sont pas seulement possibles, elles sont inévitables.* (Gregori Zinoviev, *Zimmerwald et Kiental,* 10 juin 1916, *Contre le courant,* Maspero, t. 2, p. 87-88)

En effet, quand le BSI de l'Internationale ouvrière le 1er mai, convoque une conférence des partis des pays neutres en juillet 1916, le CSI ne prend pas position et laisse ses adhérents libres de leur choix.

La justice du Kaiser enferme de nouveau Luxemburg en mai 1916 (elle ne sortira de prison que grâce à la révolution allemande en novembre 1918). La direction du SPD expulse ses opposants en janvier 1917. La DI prend le nom de Ligue Spartakus (SB) et choisit -malgré les exhortations de Lénine, Radek, Frölich- de rejoindre le parti fondé en avril 1917 par les centristes (USPD). Fin 1918, la SB fusionnera avec les partisans de la GZ (IKD) et prend le nom de Parti communiste (KPD).

La direction à l'étranger du POSDR-Bolchevik resserre en 1916 ses liens avec la direction clandestine en Russie (Chliapnikov, Molotov, Zaloutsky).

Parmi les dirigeants bolcheviks exilés, Boukharine vit en Suède. Il a 28 ans et s'active dans les jeunes socialistes anti-guerre de Scandinavie. Il achève à l'automne 1915 *L'Économie mondiale et l'impérialisme.* Avant Lénine, initialement réticent, Boukharine redécouvre la théorie marxiste de l'État. Il écrit *Vers une théorie de l'État impérialiste* en 1916. Il est arrêté à Stockholm et déporté à Oslo. Il va à Copenhague. Harassé par la police danoise, il part aux États-Unis en septembre 1916.

> *Il partagea son temps, comme partout auparavant, entre les bibliothèques locales et la politique radicale. Son activité politique fut centrée sur « Novyi Mir » (Le Nouveau Monde), un quotidien en russe publié à New York par des socialistes immigrés.* (Stephen Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution*, 1971, Oxford University Press, p. 43)

Le gouvernement d'union sacrée expulse Trotsky de France en septembre 1916. vers l'Espagne. L'Espagne l'envoie aux États-Unis en janvier 1917 où Boukharine vient l'accueillir. Les deux collaborent à New York.

Après Kiental, Lénine et Zinoviev poursuivent leur activité dans le SPS suisse. Zinoviev dresse un bilan de Kiental (*Zimmerwald et Kiental*, juin 1916) et examine la racine de la trahison du SPD, la transformation de son appareil en bureaucratie petite-bourgeoise liée à la bourgeoisie et à son État (*Guerres défensives et offensives*, juin 1916 ; *Les Racines sociales de l'opportunisme*, août 1916).

Lénine répond à Luxemburg dont la brochure signée Junius est publiée avec un an de retard (*À propos de la brochure de Junius*, juillet 1916).

Face à Luxemburg, Radek et Boukharine, il approfondit la question nationale (*Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, juillet 1916 ; *À propos de la tendance naissante de l'économisme impérialiste*, septembre 1916 ; *Une caricature du marxisme*, octobre 1916…).

Lénine réfute le pacifisme et prône l'activité au sein des armées de conscription (*Le Programme militaire de la révolution prolétarienne,* septembre 1916 ; *À propos du désarmement,* octobre 1916 ; *Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste*, janvier 1917).

Il étudie la transformation du capitalisme pour expliquer la guerre inter-impérialiste et la trahison de la 2e Internationale (*Cahiers sur l'impérialisme*, 1915-1916 ; *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, juillet 1916 ; *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916).

Lénine s'approprie la nécessité de détruire l'État bourgeois (*Le Marxisme quant à l'État*, novembre 1916-mars 1917 ; *Thèses d'avril*, avril 1917 ; *L'État et la révolution*, août 1917).

Ces efforts politiques et théoriques préparent la victoire de la révolution russe en octobre 1917 et la création de l'Internationale communiste en mars 1919.

En France aujourd'hui, les sociaux-chauvins s'appellent Martinez, Mailly, Hollande, Valls, Hamon, Laurent et Mélenchon ; les centristes se nomment Gluckstein, Poutou ou Arthaud. La leçon de Lénine, du Parti bolchevik, de la Gauche de Zimmerwald vaut toujours.

> *N'est pas internationaliste celui qui proclame ses grands dieux qu'il est internationaliste, mais seulement celui qui lutte effectivement contre sa bourgeoisie, contre ses sociaux-chauvins, contre ses kautskystes.* (Vladimir Lénine, *Projet de thèses d'un appel à la CSI et à tous les partis socialistes,* décembre 1916, *Œuvres* t. 23, Progrès, p. 231)

19 janvier 2017



ABC du marxisme : Les élections



Tous les États bourgeois des pays avancés se présentent comme une démocratie représentative, quelle que soit leur forme de pouvoir, parlementarisme ou présidentialisme : à la suite à d'élections, des représentants sont élus pour prendre le contrôle des fonctions exécutives ou législatives de l'État. Les différents partis expriment au parlement les intérêts de fractions différentes de la bourgeoisie et proposent des solutions opposées à ses rapports avec ses exploités et avec les autres États.

Bien que considéré, à tort, comme « au-dessus de la société », l'État reste un instrument de domination au service de la classe dominante. Tant que les capitalistes ne seront pas renversés, que le capital ne sera pas exproprié et que les prolétaires seront exploités, la classe bourgeoise sera dominante par sa propriété des moyens de production, par son contrôle des médias de masse, des hiérarchies religieuses, de l'école… et l'État restera bourgeois.

Cela est d'autant plus vrai dans la période impérialiste, la période où de grands groupes capitalistes naissent de la centralisation et de la concentration du capital et resserrent leurs liens avec l'État. Le parlement joue un moindre rôle.

En ce sens, malgré « les changements » de gouvernement, les institutions répressives des États bourgeois, telles la police et l'armée, se maintiennent. Les élus n'en sont que les représentants dont l'existence, et par là-même la conscience, sont intimement conditionnées à l'exploitation du prolétariat et à l'oppression des masses.

Par ailleurs, la classe capitaliste peut se passer parfois, et non sans risque, de sa démocratie parlementaire lorsque la lutte des classes le lui impose. Elle accepte de laisser un dictateur militaire écraser la révolution, un chef bonapartiste arbitrer entre les classes fondamentales, un aventurier à la tête d'un parti fasciste résoudre l'incapacité de ses partis traditionnels à diriger l'État.

Les révolutionnaires opposent à la démocratie bourgeoise le modèle de la Commune de Paris ou des soviets russes, assemblées de travailleurs exerçant un pouvoir aussi bien législatif qu'exécutif. Les élus y sont révocables à tout moment, sous mandat impératif et pas payés plus que la moyenne de leurs mandants.

Toute lutte de classe conséquente est une lutte pour le pouvoir. Aussi, les révolutionnaires ne présentent des candidats aux élections et ne participent au parlement que comme prolongement de leur activité révolutionnaire : préparer le renversement de la bourgeoisie, le pouvoir des travailleurs.

Les élections constituent une occasion de toucher le plus grand nombre, de se compter, de mesurer l'état de la lutte de classe. Les résultats des élections, l'action parlementaire et locale doivent n'avoir pour objet intangible que la défense des intérêts des exploités et semi-exploités, la critique vive et sans faille du capitalisme pourrissant, des gouvernements bourgeois et de leurs adjoints au sein du mouvement ouvrier.

L'objectif n'est pas l'illusion de remplacer la révolution sociale par une combinaison parlementaire, mais de se servir des assemblées comme tribune pour s'adresser à la masse de travailleurs, même les plus remplis d'illusions dans la démocratie bourgeoise.

Force est de constater qu'aucun parti se réclamant de la révolution mondiale et capable de mener une telle politique n'existe depuis la destruction par le stalinisme de l'Internationale communiste. La situation mondiale est marquée par les nombreuses défaites du prolétariat dont les responsables sont les partis « travaillistes », « socialistes » ou « communistes » censés le représenter qui le trahissent, directement lorsqu'ils sont « au pouvoir », ou indirectement lorsqu'ils sont dans « l'opposition » , avec l'aide des dirigeants syndicaux corrompus qui refusent de soutenir une lutte ouverte contre le capitalisme et empêchent toute forme de pouvoir ouvrier.

En l'absence de parti révolutionnaire à même de présenter ses propres candidats, les communistes sont souvent contraints, afin de construire un parti ouvrier révolutionnaire, d'appeler à voter pour des partis d'origine ouvrière malgré leur programme quand ils s'opposent à des candidats des partis bourgeois. Le but est de montrer que le parlementarisme est une impasse et que ces partis ouvriers bourgeois trahissent.

La situation actuelle se caractérise principalement par une suraccumulation du capital, une menace de rétrécissement du marché mondial, ce qui conduit aussi bien au renforcement de l'exploitation qu'à la rivalité inter-impérialiste, avec comme corollaire un développement inquiétant du chauvinisme, de la xénophobie et la résurgence de formes de fascisme. Le capitalisme pourrissant s'enfonce dans la réaction. Ni les élections ou les référendums, ni les partis « réformistes » ou les bureaucraties syndicales ne peuvent l'empêcher car ils défendent le capitalisme national (PS français, Syriza grecque, etc.) et divisent ainsi les travailleurs.

Aussi, l'objectif prioritaire de l'avant-garde reste de construire l'internationale ouvrière révolutionnaire et un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque État, pour participer à la lutte de ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre et les mener à la prise du pouvoir. De tels partis pourront présenter aux élections nationales et locales des candidats avec un programme dont la perspective clairement assumée est le renversement du capitalisme, le gouvernement des travailleurs et l'instauration du socialisme mondial.

2 février 2017